



# Assemblée générale

Distr. générale  
18 novembre 2024  
Français  
Original : anglais

---

## Conseil des droits de l'homme Cinquante-sixième session

### Compte rendu analytique de la 34<sup>e</sup> séance\*

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mercredi 10 juillet 2024, à 15 heures

Présidence : M. Zniber .....(Maroc)

## Sommaire

Point 1 de l'ordre du jour : Questions d'organisation et de procédure

Point 2 de l'ordre du jour : Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies  
aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

Point 3 de l'ordre du jour : Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils,  
politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement

---

\* Il n'est pas établi de compte rendu pour les 1<sup>re</sup> à 33<sup>e</sup> séances.

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Les rectifications doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du présent compte rendu et adressées, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section de la gestion des documents (DMS-DCM@un.org).

Les comptes rendus qui ont été rectifiés feront l'objet de nouveaux tirages pour raisons techniques à l'issue de la session.



*La séance est ouverte à 15 heures.*

**Point 1 de l'ordre du jour : Questions d'organisation et de procédure**  
(A/HRC/56/L.7/Rev.1)

1. Le **Président** dit que les états des incidences sur le budget-programme des projets de résolution à l'examen à la séance en cours ont été publiés sur l'Extranet du Conseil.

*Projet de décision A/HRC/56/L.7/Rev.1 : Consolidation de la documentation du Conseil des droits de l'homme : diffusion des réunions sur le Web*

2. **M<sup>me</sup> Atteya** (Observatrice de l'Égypte), présentant le projet de décision au nom des principaux auteurs, à savoir l'Indonésie, le Nigéria, les Philippines, le Sénégal et sa propre délégation, dit que trois ans auparavant, la délégation égyptienne a eu le privilège de faire partie d'un groupe de pays qui a ouvert la voie en décidant que des comptes rendus analytiques seraient établis pour les réunions au cours desquelles le Conseil se prononce sur des propositions et adopte des rapports sur ses sessions. Avec le projet de décision A/HRC/56/L.7/Rev.1, ces mêmes délégations espèrent une fois de plus montrer la voie sur une autre question clef. Les travaux du Conseil se sont considérablement développés, qu'il s'agisse de la durée de ses trois sessions annuelles ordinaires ou du nombre de ses activités intersessionnelles. Au fil des ans, les délégations, la société civile, les journalistes et le personnel de l'Organisation des Nations Unies ont grandement apprécié que soient fournis des services de diffusion des réunions sur le Web et d'archivage des enregistrements. L'arrêt de la diffusion des réunions en direct sur le Web et de l'archivage des enregistrements des activités intersessionnelles signifierait qu'à l'avenir, ces activités ne feraient l'objet d'aucun enregistrement. La délégation égyptienne est vivement préoccupée par les effets que risque d'avoir la poursuite de la crise de liquidités de l'Organisation des Nations Unies sur la retransmission en direct et l'enregistrement des principales sessions du Conseil. À cet égard, une lettre commune, ayant reçu l'appui de 104 pays, a été adressée à l'Office des Nations Unies à Genève. Le projet de décision établit un mandat durable pour la diffusion en direct et l'archivage de toutes les réunions officielles et publiques du Conseil pendant ses sessions et la période intersessions, ainsi que celles de ses organes subsidiaires et mécanismes, dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

3. **Le Président** annonce que 15 États se sont portés coauteurs du projet de décision.

4. **M<sup>me</sup> Widyaningsih** (Indonésie), faisant une déclaration générale avant la prise d'une décision, dit que l'Indonésie est fière de soutenir les efforts visant à améliorer la documentation du Conseil. Le projet de décision a pour principal objectif d'obtenir les ressources nécessaires pour assurer une diffusion en direct et un archivage durables des réunions du Conseil. La diffusion en direct des réunions sur le Web est indispensable pour maintenir la transparence et l'accessibilité et permet aux délégations, à la société civile, aux médias et au personnel de l'Organisation des Nations Unies de se procurer des enregistrements fort utiles. L'intervenante estime qu'il faut trouver une solution aux problèmes de liquidités qui continuent d'entraver les travaux du Conseil. Elle demande aux États Membres qui ne l'ont pas encore fait de verser leurs contributions à l'Organisation des Nations Unies dans les meilleurs délais afin que le Conseil, dont les travaux sont essentiels, ne se retrouve pas dans une situation encore plus délicate à l'avenir.

5. *Le projet de décision A/HRC/56/L.7/Rev.1 est adopté.*

**Point 2 de l'ordre du jour : Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général**  
(A/HRC/56/L.18/Rev.1)

*Projet de résolution A/HRC/56/L.18/Rev.1 : Situation des droits de l'homme des musulmans rohingya et d'autres minorités du Myanmar*

6. **M. Hasnain** (Observateur du Pakistan), présentant le projet de résolution au nom des principaux auteurs, à savoir les États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), dit que le projet de résolution met l'accent sur la situation catastrophique des droits humains des musulmans rohingya, qui

sont victimes de discrimination institutionnalisée, de marginalisation et de persécution depuis des dizaines d'années. Au cours des derniers mois, la reprise des combats entre les forces militaires du Myanmar et les groupes armés a provoqué des pertes humaines, la destruction de biens et le déplacement massif de la population rohingya. La délégation pakistanaise se fait l'écho des préoccupations exprimées à plusieurs reprises par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme concernant les rapports faisant état d'une recrudescence de la violence et de la destruction de biens dans l'État Rakhine. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar a lui aussi tiré la sonnette d'alarme, en soulignant que des milliers d'innocents paieraient de leur vie si la communauté internationale ne réagissait pas aux signaux indiquant qu'un nouveau bain de sang était sur le point de se produire parmi les Rohingyas. Malheureusement, les autorités et les gouvernements successifs ont failli à leurs obligations envers les musulmans rohingya et d'autres minorités, qui ont été marginalisés et dont les droits fondamentaux, notamment les droits à la vie, à la citoyenneté, à la santé et à l'éducation, la liberté de religion et la liberté d'expression, ont été violés.

7. Dans le projet de résolution, le Conseil exprime sa profonde préoccupation face à la diminution progressive du soutien financier et à la réduction qui en découle de l'aide alimentaire destinée aux Rohingyas temporairement hébergés au Bangladesh. Il demande à la communauté internationale de continuer à manifester sa solidarité et son appui aux Rohingyas, notamment au moyen de contributions financières adéquates. En outre, il demande le retour volontaire et durable, en toute sécurité et dans la dignité, des musulmans rohingya déplacés de force et des autres minorités du Myanmar temporairement hébergés au Bangladesh et dans d'autres États d'accueil. Les principaux auteurs du projet ont mené des consultations ouvertes et transparentes avec d'autres délégations et la société civile, et le texte est le reflet d'un consensus. Comme l'Union européenne présente chaque année une résolution sur un sujet analogue, la délégation pakistanaise collabore constamment avec les délégations des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil et leur est reconnaissante de leur coopération, l'objectif commun étant de parvenir à limiter le nombre de dialogues tenus sur les Rohingyas et le Myanmar, conformément aux mesures visant à garantir l'efficacité du Conseil. La délégation pakistanaise exhorte tous les membres du Conseil à se joindre au consensus sur le projet de résolution.

#### *Déclarations générales ayant précédé la décision*

8. **M<sup>me</sup> Haque** (Bangladesh) dit que le projet de résolution, qui fait écho aux profondes inquiétudes suscitées par la reprise du conflit dans l'État Rakhine, se fonde sur des informations récentes concernant une recrudescence des hostilités contre les Rohingyas au Myanmar et l'enrôlement forcé de Rohingyas par les parties belligérantes. Le Conseil y aborde la question des effets transfrontaliers du conflit au Myanmar, qui a causé des morts et des dégâts matériels au Bangladesh, et salue le travail accompli jusqu'à présent par des mécanismes et des entités des Nations Unies, comme le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Le Conseil insiste en outre sur la nécessité de mieux partager les charges et les responsabilités au sein de la communauté internationale. Il est urgent de maintenir la question du rapatriement des Rohingyas en tête des priorités internationales. Sans rapatriement, la situation risque de se détériorer à Cox's Bazar, où un grand nombre de Rohingyas campent, ce qui entraînerait une instabilité dans la région et au-delà. La frustration et la déception ont poussé des Rohingyas dans la criminalité, situation qui pourrait rapidement poser un vrai risque de sécurité au niveau régional si rien n'était fait. L'accueil d'un si grand nombre de Rohingyas pour une période indéfinie n'est pas une option pour le Bangladesh. Pour ces raisons, la délégation bangladaise soutient fermement l'appel lancé au Myanmar dans le projet de résolution pour qu'il assure la pleine application de toutes les recommandations de la Commission consultative sur l'État Rakhine afin de s'attaquer aux causes profondes du problème et d'entreprendre les opérations de rapatriement. La délégation bangladaise demande au Conseil d'adopter le projet de résolution par consensus.

9. **M. Bonnafont** (France) dit que son gouvernement est gravement préoccupé par l'intensification des combats au Myanmar au cours des derniers mois, en particulier dans l'État Rakhine, et par l'aggravation de la crise humanitaire qui en résulte. L'armée du Myanmar continue d'attiser les tensions interethniques en ayant recours à la conscription forcée des membres de la minorité rohingya. La délégation française regrette que dans le

projet de résolution, le Conseil ne condamne pas expressément le coup d'État du 1<sup>er</sup> février 2021, qui a eu pour effet d'empêcher la mise en place des conditions nécessaires au retour volontaire et durable, en toute sécurité et dans la dignité, des réfugiés. De même, la délégation aurait souhaité que le Conseil établisse plus explicitement la responsabilité première et principale de l'armée du Myanmar dans les violations des droits de l'homme commises dans l'État Rakhine, qui menacent la stabilité de l'ensemble de la région. Plus que jamais, la résolution 2669 (2022) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies doit être pleinement appliquée et les mécanismes de lutte contre l'impunité mis en place par le Conseil doivent avoir accès au territoire du Myanmar pour s'acquitter de leur mandat. Néanmoins, la délégation française se joindra au consensus sur le projet de résolution, car le Conseil pourra ainsi continuer de s'employer à mettre fin aux souffrances des Rohingya et appeler les autorités de facto du Myanmar à respecter leurs obligations internationales à l'égard de leur peuple.

*Déclarations explicatives de position ayant précédé la décision*

10. **M. Pecsteen de Buytswerve** (Belgique), s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil, dit que l'Union européenne se félicite que dans le projet de résolution, le Conseil condamne toutes les violations des droits de l'homme commises au Myanmar et définisse un objectif, à savoir la cessation de la violence par toutes les parties au conflit. L'Union européenne demande que les responsables des violations des droits de l'homme répondent de leurs actes. La délégation belge remercie les principaux auteurs d'avoir révisé le texte afin de répondre à certaines des principales préoccupations de l'Union européenne, mais le projet de résolution ne reconnaît toujours pas ni ne condamne le coup d'État militaire et n'identifie pas l'armée du Myanmar comme étant l'auteur de la grande majorité des violations. L'Union européenne mesure et soutient les efforts que le Bangladesh déploie pour accueillir des réfugiés rohingya. Avant d'organiser le rapatriement, il faudrait créer des conditions pour un retour volontaire et durable, en toute sécurité et dans la dignité, des Rohingya au Myanmar, et garantir l'accès humanitaire à l'État Rakhine – question qui n'est pas abordée dans le projet de résolution. En fait, le libellé du projet de résolution ne convient pas en ce qui concerne le rapatriement des Rohingya, étant donné la détérioration de la situation dans l'État Rakhine. Les Rohingya doivent pouvoir compter sur le Conseil pour les soutenir et ne pas faire pression pour leur rapatriement tant que les conditions nécessaires ne seront pas réunies. La protection des droits humains des Rohingya et des autres minorités du Myanmar contre un danger manifeste et immédiat devrait être l'objectif du texte, et non l'objet des négociations. Il est regrettable que les principaux auteurs du projet de résolution n'aient pas abordé la question des transferts d'armes, alors que le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar ont souligné à plusieurs reprises les effets de ces transferts. L'intervenant remercie néanmoins les principaux auteurs d'avoir collaboré avec sa délégation pour que les travaux du Conseil sur la situation au Myanmar soient plus ciblés et rationalisés. Toutes les victimes de la violence et de la répression au Myanmar, y compris les musulmans rohingya et d'autres minorités ethniques et religieuses, méritent de recevoir un message déterminé de la part du Conseil, qui les assure de son soutien et leur promette justice et établissement des responsabilités. La délégation belge s'associera au consensus sur le projet de résolution.

11. **M. Jiang Han** (Chine) dit que la Chine est très attentive à la situation au Myanmar, notamment à la situation des droits humains des musulmans rohingya et d'autres minorités ethniques, et qu'elle joue depuis longtemps un rôle actif de médiation en vue de parvenir rapidement à un accord entre le Myanmar et le Bangladesh concernant le début des opérations de rapatriement. Les mesures prises par le Conseil devraient contribuer à la stabilité politique et sociale du Myanmar, ainsi qu'à la paix et à la réconciliation. La question des Rohingya dans l'État Rakhine devrait être traitée par le Myanmar et le Bangladesh par voie bilatérale, la communauté internationale apportant une aide constructive. C'est pourquoi la délégation chinoise se dissocie du projet de résolution. Le Gouvernement chinois continuera d'aider le Myanmar et le Bangladesh à surmonter leurs difficultés, en résistant à l'ingérence et en lançant le rapatriement dès que possible.

12. **M<sup>me</sup> Taylor** (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis sont aux côtés du peuple du Myanmar et soutiennent les appels au retour volontaire et durable des réfugiés rohingya au Myanmar, en toute sécurité et dans la dignité. Ce retour ne pourra se faire que lorsque les conditions seront sûres. Malheureusement, comme l'a indiqué le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, la situation dans le pays n'est pas sûre à l'heure actuelle. Les États-Unis d'Amérique ne peuvent donc pas soutenir le lancement des opérations de rapatriement. Ils sont profondément troublés par l'escalade de la violence dans l'État Rakhine, des rapports faisant état de violations des droits de l'homme et du risque de nouvelles atrocités à l'encontre des Rohingyas. Ils sont également profondément préoccupés par les informations selon lesquelles des pratiques trompeuses et coercitives auraient été employées pour contraindre des Rohingyas à revenir au Myanmar. Ceux qui avaient participé à des visites « de reconnaissance » ont rejeté sans équivoque les plans de rapatriement. En conséquence, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique demande au régime militaire, qui s'est emparé du pouvoir lors du coup d'État de 2021, de cesser la violence et de revenir sur la voie de la démocratie, et demande également à tous les acteurs concernés d'œuvrer immédiatement à la création, dans les meilleurs délais, de conditions sûres pour le retour des réfugiés rohingya au Myanmar. Il demande en outre d'agir d'urgence pour s'attaquer aux causes profondes de la violence et de la discrimination à l'origine de la crise des réfugiés rohingya, comme le Conseil de sécurité l'a réaffirmé dans sa résolution 2669 (2022) sur la situation au Myanmar.

13. La délégation des États-Unis d'Amérique souligne que le projet de résolution, comme toutes les résolutions du Conseil, n'est pas contraignant et ne crée ni droits ni obligations en droit international ; il ne modifie pas le droit international conventionnel ou coutumier ni le droit international applicable à une situation particulière. Pour les États-Unis, les références au « conflit », au « droit international humanitaire » ou les termes connexes utilisés dans le projet ne signifient pas nécessairement, en droit, qu'il existe un conflit armé dans un pays particulier ou que ces termes s'appliquent à un acte ou à une situation spécifique. Le Gouvernement des États-Unis considère que les références au droit au retour volontaire des Rohingyas au Myanmar doivent être interprétées conformément à l'article 12 (par. 4) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui prévoit que nul ne peut être arbitrairement privé du droit d'entrer dans son propre pays.

14. *Le projet de résolution [A/HRC/56/L.18/Rev.1](#) est adopté.*

**Point 3 de l'ordre du jour : Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement** ([A/HRC/56/L.1](#), [A/HRC/56/L.3](#), [A/HRC/56/L.5](#), [A/HRC/56/L.8/Rev.1](#), [A/HRC/56/L.11/Rev.1](#), [A/HRC/56/L.12](#), [A/HRC/56/L.14/Rev.1](#), [A/HRC/56/L.39](#) et [A/HRC/56/L.40](#))

*Projet de résolution [A/HRC/56/L.1](#) : Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme*

15. **M. Kafeero** (Observateur de l'Ouganda), présentant le projet de résolution au nom des principaux auteurs, à savoir les États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des pays non alignés, dit que le projet de résolution reprend en grande partie le texte adopté par le Conseil l'année précédente, avec quelques nouvelles formulations liées à l'évolution de la situation des droits de l'homme. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a montré qu'aucun État ne peut prospérer sans coopérer avec les autres. Dans le projet de résolution à l'examen, le Conseil rappelle l'importance de la coopération pour faire face aux effets néfastes de la pandémie et souligne l'importance des négociations en cours à l'Organisation mondiale de la Santé sur un traité relatif à la pandémie. Il insiste sur le fait qu'il faut déployer des efforts communs pour réaliser la coopération internationale et réaffirme l'obligation des États de coopérer les uns avec les autres, conformément à la Charte des Nations Unies, afin de promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, en soulignant que le dialogue entre les cultures et les civilisations et en leur sein facilite la promotion d'une culture de tolérance et de respect de la diversité. Au paragraphe 30 du projet, le Conseil demande à nouveau au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser plusieurs séminaires régionaux, un pour chacune des cinq régions géographiques, sur le

thème de la contribution de la coopération Nord-Sud, de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire à la jouissance de tous les droits de l'homme, y compris le droit au développement. Cette demande a été approuvée par la cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, mais son application a été reportée en raison de la crise de liquidités de l'Organisation. Les séminaires régionaux permettent aux États Membres et aux différentes parties prenantes de déterminer les problèmes et les enjeux, et d'échanger des pratiques optimales et des données d'expérience en matière de promotion et de protection des droits de l'homme. L'orateur invite tous les membres du Conseil à soutenir l'adoption du projet de résolution.

16. **Le Président** annonce qu'un État s'est porté coauteur du projet de résolution.

17. **M. Jiang Han** (Chine), faisant une déclaration générale avant le vote, dit que la communauté internationale doit plus que jamais coopérer et se concerter, pratiquer le multilatéralisme tous azimuts, œuvrer pour l'équité et la justice internationales et défendre les valeurs communes de l'humanité afin de faire face aux défis sans précédent observés dans le monde, de promouvoir la paix et le développement et d'atteindre l'objectif de la jouissance des droits de l'homme pour tous. La délégation chinoise se félicite du projet de résolution, dans lequel le Conseil réaffirme que les principes d'universalité, d'impartialité, d'objectivité et de non-sélectivité doivent être respectés, se dit préoccupée par l'imposition de mesures coercitives unilatérales et souligne combien il importe de renforcer la coopération internationale afin de garantir l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels après la pandémie. Le Conseil demande en outre à toutes les parties de s'engager dans la coopération et le dialogue au niveau international pour promouvoir les droits de l'homme. La délégation chinoise votera pour le projet.

*Déclarations explicatives de vote ayant précédé la mise aux voix*

18. **M. Pecsteen de Buytswerve** (Belgique), s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil, dit que la coopération internationale est un volet essentiel de la politique de relations extérieures de l'Union européenne, qui est déterminée à promouvoir un système international fondé sur une coopération multilatérale forte et une bonne gouvernance mondiale. Le projet de résolution à l'examen étant une reconduction technique, le texte n'a guère été modifié. Malheureusement, cela signifie que plusieurs des préoccupations de l'Union européenne, exprimées l'année précédente, restent d'actualité. Par exemple, le projet de résolution comprend encore des éléments et des notions qui n'ont pas été approuvés par l'ensemble des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, tels que l'expression « nouvel ordre économique international ». L'Union européenne regrette aussi que le projet soit déséquilibré pour ce qui est des dispositions relatives au terrorisme et qu'il ne soit pas précisé que la lutte contre le terrorisme doit s'inscrire dans le respect des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit international des réfugiés. Plus généralement, l'Union européenne rappelle que la responsabilité première de la protection et de la promotion des droits de l'homme incombe aux États et que seuls les individus sont détenteurs de droits de l'homme. La coopération internationale doit donc être envisagée dans le contexte des obligations des États en matière de protection et de promotion des droits de l'homme. Il est également regrettable qu'un langage tendancieux sur les « mesures coercitives unilatérales » continue d'être utilisé dans le projet, malgré l'existence d'un langage consensuel sur la question. La position de l'Union européenne sur l'utilisation de mesures restrictives est bien connue. Par ailleurs, des inquiétudes subsistent quant à la valeur ajoutée des cinq séminaires régionaux qu'il est proposé d'organiser, ainsi qu'à leurs éventuelles incidences budgétaires, compte tenu en particulier de la crise de liquidités à l'ONU. Pour ces motifs, la délégation belge ne peut soutenir le projet de résolution et demande qu'il soit procédé à un vote. Les États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil voteront contre le projet de résolution. L'Union européenne reste prête à poursuivre le dialogue avec le Mouvement des pays non alignés afin de redonner à la question de la coopération internationale l'approche consensuelle qu'elle mérite.

19. **M<sup>me</sup> Benda** (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis restent déterminés à promouvoir et à protéger les droits de l'homme au niveau mondial, notamment au moyen d'initiatives multilatérales et dans le cadre des instances internationales. Il est regrettable que le projet de résolution ne fasse pas avancer efficacement l'action en faveur des droits de l'homme. La délégation des États-Unis réaffirme ses préoccupations de longue date concernant certains points controversés repris des versions précédentes du projet, y compris la référence à des déclarations que de nombreux membres du Conseil n'ont pas approuvées. Elle s'oppose en outre à l'utilisation de l'expression « mesures coercitives unilatérales », qui n'a pas de définition internationalement reconnue, n'a pas lieu d'être dans le projet et laisse supposer que des États doivent être tenus responsables des obligations qui incombent à d'autres États en matière de droits de l'homme. Selon les États-Unis, les références à la diffusion et au transfert de technologies, ou à l'accès à ces technologies, concernent les transferts volontaires réalisés dans des conditions convenues d'un commun accord et toutes les références à l'accès aux informations ou aux connaissances concernent des informations ou des connaissances qui ont été mises à disposition avec l'autorisation du détenteur légitime. La formulation utilisée dans le projet de résolution au sujet du transfert de technologies ne doit pas servir de précédent pour les documents qui seront négociés à l'avenir. Comme en témoigne le fait qu'ils soient l'un des principaux donateurs à l'échelle mondiale, les États-Unis sont fermement attachés à la réalisation des objectifs de développement durable et sont déterminés à faire progresser les droits de l'homme au niveau mondial afin d'atteindre ces objectifs. Toutefois, les préoccupations de longue date de la délégation des États-Unis concernant le libellé du projet de résolution sur le droit au développement sont bien connues, ce dont rend compte sa déclaration générale sur les projets de résolution examinés au titre du point 3 de l'ordre du jour. Pour ces raisons, la délégation des États-Unis votera contre le projet et exhorte les autres membres du Conseil à faire de même.

20. **M. Foradori** (Argentine) dit qu'il est positif et nécessaire que le Conseil adopte un projet de résolution qui promeut la coopération internationale sous ses différentes formes, y compris la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. La coopération internationale joue un rôle central dans la promotion du respect et de la jouissance des droits de l'homme. Néanmoins, la délégation argentine est préoccupée par certaines parties du projet de résolution, notamment la référence à la promotion d'un « nouvel ordre économique international », expression qui ne fait pas l'objet d'un consensus et dont la signification n'est pas tout à fait claire. En outre, la délégation n'est pas d'accord avec l'approche adoptée dans les parties du projet relatives à la prévention et à la répression du terrorisme ainsi qu'aux mesures coercitives unilatérales et à leurs effets. Sur le premier point, elle s'inquiète de l'absence de toute mention du cadre des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit international des réfugiés dans lequel la lutte contre le terrorisme doit s'inscrire. Le Gouvernement argentin rejette l'adoption de mesures coercitives unilatérales, qui sont contraires aux principes fondamentaux du droit international. Or, le projet laisse entendre que des États peuvent justifier le fait de ne pas garantir la pleine réalisation des droits de l'homme au motif qu'ils font l'objet de mesures coercitives unilatérales. À cet égard, la délégation rappelle que les États sont tenus de promouvoir le respect des droits de l'homme conformément aux obligations internationales auxquelles ils ont volontairement souscrit. Pour ces raisons, la délégation argentine s'abstiendra de voter sur le projet de résolution et espère qu'à l'avenir il sera possible de parvenir à un texte de consensus.

21. *À la demande du représentant de la Belgique, il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Algérie, Bangladesh, Bénin, Brésil, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Érythrée, Gambie, Ghana, Honduras, Émirats arabes unis, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Koweït, Kirghizistan, Malaisie, Malawi, Maldives, Maroc, Paraguay, Qatar, Somalie, Soudan, Viet Nam.

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Belgique, Bulgarie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Japon, Lituanie, Luxembourg, Monténégro, Pays-Bas (Royaume des), Roumanie.

*S'abstiennent :*

Argentine, République dominicaine.

22. Le projet de résolution [A/HRC/56/L.1](#) est adopté par 31 voix contre 14, avec 2 abstentions.

*Projet de résolution [A/HRC/56/L.3](#) : Indépendance et impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs et indépendance des avocats*

23. **M. Turbék** (Observateur de la Hongrie), présentant le projet de résolution au nom des principaux auteurs, à savoir l'Australie, le Botswana, les Maldives, le Mexique, la Thaïlande et sa propre délégation, dit que le thème du projet de résolution est l'impact des technologies numériques et de l'intelligence artificielle sur l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire, un sujet de la plus haute importance compte tenu de la transition numérique en cours dans les systèmes judiciaires des États. Dans le projet de résolution, le Conseil souligne que les technologies numériques, s'il y est recouru avec les précautions adéquates, sont susceptibles d'améliorer le fonctionnement des systèmes de justice, mais fait également remarquer qu'elles peuvent présenter des risques pour la pleine réalisation des droits de l'homme et exacerber les formes de discrimination, les préjugés et les stéréotypes actuels. Il souligne également que le développement numérique du secteur de la justice doit être conforme au droit international des droits de l'homme et compatible avec les garanties d'une procédure régulière et d'un procès équitable. Il met en outre l'accent sur le fait que l'utilisation des technologies numériques ne doit pas porter atteinte aux droits de l'homme ou empiéter sur la dignité humaine ni interférer avec le pouvoir de décision des juges ou limiter la transparence des activités judiciaires.

24. **M<sup>me</sup> Rasheed** (Maldives), poursuivant la présentation du projet de résolution, dit que le projet de texte à l'examen, basé sur la résolution 50/5 du Conseil adoptée par consensus à sa cinquantième session, est issu de deux séries de consultations informelles et de consultations bilatérales supplémentaires avec les États. Les principaux auteurs ont négocié dans un esprit de dialogue et de manière ouverte, équitable et transparente. La participation constructive des délégations, des organisations de la société civile et des autres parties prenantes est grandement appréciée. L'intervenante invite tous les membres du Conseil à adopter le projet de résolution par consensus.

25. **Le Président** annonce que 14 États se sont portés coauteurs du projet de résolution, qui n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

*Déclarations générales ayant précédé la décision*

26. **M<sup>me</sup> Giedraitytė** (Lituanie) dit que sa délégation se félicite de l'accent mis dans le projet de résolution sur les technologies numériques dans le secteur de la justice et de la prise en compte de leur impact positif sur le système judiciaire. La transition numérique offre des possibilités considérables d'amélioration de l'accès des citoyens à la justice. Les outils numériques peuvent contribuer à accroître l'efficacité des procédures judiciaires. La délégation lituanienne estime toutefois, comme les principaux auteurs, que les technologies numériques présentent des risques pour les processus de prise de décisions dans l'administration de la justice. Les atteintes à l'indépendance du pouvoir judiciaire, les intimidations de juges et d'avocats et les ingérences dans leurs activités se multiplient, tant en ligne que hors ligne. La délégation lituanienne se félicite qu'il soit demandé aux États de dispenser des formations appropriées visant à renforcer les compétences numériques dans le secteur de la justice, afin que les juges, les procureurs, les avocats et les fonctionnaires des administrations judiciaires soient en mesure de gérer les risques et d'utiliser les outils numériques de manière efficace, dans le respect des droits et des libertés des personnes qui cherchent à obtenir justice. Elle demande à tous les membres du Conseil de se joindre au consensus sur le projet de résolution.

27. **M. Guillermet Fernández** (Costa Rica) dit que l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire figurent parmi les principaux piliers de toute démocratie et revêtent une importance capitale pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Un pouvoir judiciaire indépendant garantit que les décisions sont prises sur la base du droit et non d'une quelconque influence extérieure. La délégation costaricienne se félicite que le projet de



résolution traite des nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle, et de la possibilité qu'elles offrent de rendre les institutions judiciaires plus inclusives, responsables, transparentes et efficaces. L'utilisation des technologies numériques dans le système judiciaire doit être conforme au droit international des droits de l'homme et compatible avec les garanties d'une procédure régulière et les règles relatives à l'impartialité du pouvoir judiciaire. Les précautions mentionnées dans le projet de résolution au sujet des technologies numériques doivent donc être comprises comme des précautions relatives aux droits de l'homme. La délégation costaricienne exhorte les membres du Conseil à adopter le projet de résolution par consensus.

28. **M. Jiang Han** (Chine) dit que sa délégation a participé activement aux consultations et se joindra au consensus sur le projet de résolution. Elle espère que la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats continuera de se conformer au mandat que lui a confié le Conseil et au Code de conduite pour les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et de s'acquitter de ses fonctions de manière impartiale et objective. La Chine est prête à engager un dialogue constructif avec tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, notamment la Rapporteuse spéciale.

29. *Le projet de résolution [A/HRC/56/L.3](#) est adopté.*

*Projet de résolution [A/HRC/56/L.5](#) : Droits de l'homme et solidarité internationale*

30. **M<sup>me</sup> Cordero Suarez** (Cuba), présentant le projet de résolution, dit que la solidarité internationale est indispensable pour aider les États à promouvoir et protéger les droits de l'homme et à mener une action coordonnée et efficace contre l'extrême pauvreté, l'insécurité alimentaire, les inégalités, les changements climatiques, la dette extérieure et d'autres problèmes. Il devient de plus en plus urgent d'exiger un nouvel ordre international juste, équitable et démocratique, dans lequel la solidarité prévaut sur l'égoïsme, le nationalisme, les intérêts hégémoniques et les mesures coercitives unilatérales. Le projet de résolution permettra de poursuivre les efforts visant à faire reconnaître la solidarité internationale comme droit de l'homme et de progresser vers l'élaboration d'un projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale.

31. Compte tenu des préoccupations exprimées par certaines délégations les années précédentes, la délégation cubaine a proposé qu'un lien direct plus fort soit établi dans le texte entre la solidarité internationale et la promotion et la protection de tous les droits de l'homme, notamment le droit au développement. Les changements introduits témoignent de l'approche constructive de la délégation et des efforts qu'elle déploie pour parvenir à un consensus. Le projet de texte est axé sur le dialogue constructif, la coopération et la solidarité dans le domaine des droits de l'homme. La rhétorique développée par certains pays ne peut plus faire obstacle aux progrès des droits collectifs dans le droit international. Les arguments qui remettent en cause la pertinence de ce point de l'ordre à jour du Conseil sont indéfendables, car la solidarité et la coopération internationales sont les seuls moyens efficaces de résoudre les problèmes nationaux relatifs aux droits de l'homme. La délégation cubaine, s'exprimant au nom des auteurs, demande donc à tous les États membres du Conseil de voter pour le projet de résolution.

32. **Le Président** dit que sept États se sont portés coauteurs du projet de résolution, qui n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

33. **M. Jiang Han** (Chine), faisant une déclaration générale avant le vote, dit que pour promouvoir la cause des droits de l'homme au niveau international, il faut être unis et non divisés, et coopérer au lieu de s'affronter. La Chine a toujours été fermement déterminée à favoriser la solidarité internationale dans le domaine des droits de l'homme sur la base de l'égalité et du respect mutuel et s'est toujours élevée contre l'utilisation des droits de l'homme à des fins politiques. La délégation chinoise se félicite d'être l'un des auteurs du projet de résolution, dans lequel le Conseil considère que l'importance de la solidarité internationale est un élément essentiel pour réaliser le droit au développement, promouvoir la pleine jouissance des droits économiques, sociaux et culturels et réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

*Déclarations explicatives de vote ayant précédé la mise aux voix*

34. **M<sup>me</sup> Taylor** (États-Unis d'Amérique) dit que la question mal définie de la solidarité internationale détourne l'attention et les ressources du Conseil des nombreux autres problèmes et défis mondiaux qui relèvent de son mandat. La délégation des États-Unis est préoccupée par les termes relatifs à la solidarité internationale qui feraient valoir un nouveau principe de droit international, principe qui n'est soutenu ou reconnu par aucun instrument international relatif aux droits de l'homme ni en droit international de manière plus générale. Elle demande qu'il soit procédé à un vote sur le projet de résolution et votera contre son adoption.

35. **M. Pecsteen de Buytswerve** (Belgique), s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil, dit que la solidarité internationale est au centre de l'action extérieure de l'Union européenne et de ses États membres, qui sont ensemble les premiers fournisseurs au monde d'aide publique au développement, représentant 42 % de l'aide mondiale en 2023. L'Union européenne se félicite des efforts déployés pour rendre les institutions financières internationales plus inclusives et plus efficaces et faire en sorte qu'elles soient capables de répondre aux besoins des pays en développement en ce qui concerne l'application du Programme 2030 et de l'Accord de Paris. Elle apprécie les efforts des auteurs visant à souligner le lien qui existe entre les droits de l'homme et la solidarité internationale, en particulier au paragraphe 15 du projet de résolution. Toutefois, elle tient à rappeler que la notion de « droit à la solidarité internationale » n'a aucun fondement en droit international et que les questions abordées dans le projet de résolution ne relèvent pas du mandat du Conseil. Les États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil ne peuvent donc soutenir le projet de résolution.

36. **M<sup>me</sup> Rolon Candia** (Paraguay) dit que le Paraguay considère que la solidarité et la coopération internationales, tout comme le renforcement des capacités et l'assistance technique, sont des outils fondamentaux permettant de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme. Le projet de résolution est conforme aux principes constitutionnels qui guident la politique internationale du Gouvernement paraguayen, en particulier les principes de solidarité et de coopération internationale, mais il cherche à faire de la notion de solidarité internationale un principe des droits de l'homme au niveau international, ce qui est contraire à l'idée fondamentale selon laquelle la solidarité internationale s'exerce dans les relations entre États, alors que les droits de l'homme sont propres aux personnes. En outre, la responsabilité de respecter, protéger et réaliser les droits humains des habitants d'un territoire donné incombe exclusivement à l'État exerçant sa juridiction sur ce territoire. Pour ces raisons, le Paraguay votera pour le projet de résolution, sans se joindre aux auteurs.

37. **M. Foradori** (Argentine) dit que la solidarité internationale peut être un instrument pour remédier à des problèmes, mais que le projet de résolution soulève un certain nombre de préoccupations. Premièrement, la référence, au sixième alinéa du préambule, à un fossé croissant qui sépare les pays développés des pays en développement et fait obstacle à la réalisation des droits de l'homme ne doit pas servir de justification aux États pour ne pas garantir la jouissance des droits de l'homme. C'est à l'État qu'il incombe de promouvoir et de protéger les droits de l'homme. Deuxièmement, le paragraphe 2 élargit la notion de solidarité internationale pour inclure « la viabilité des relations internationales, en particulier des relations économiques internationales », ce qui s'éloigne du langage consensuel sur les droits des individus et la responsabilité des États. En ce qui concerne la référence, au paragraphe 13, au droit des peuples et des individus à la solidarité internationale, la notion de solidarité internationale comme nouveau principe du droit international n'est pas soutenue par la communauté internationale et n'est pas reconnue dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ou dans le droit international en général. Pour ces raisons, la délégation argentine s'abstiendra de voter sur le projet de résolution.

38. **M<sup>me</sup> Fuentes Julio** (Chili) dit que la délégation chilienne, bien qu'elle ait voté pour la résolution sur ce sujet par le passé, s'abstiendra de voter sur le projet de résolution à l'examen, en raison des événements récents. Dès 2023, la délégation a demandé qu'il soit fait preuve de circonspection concernant le projet révisé de déclaration sur le droit à la solidarité internationale mentionné dans le projet de résolution. Elle est préoccupée par le manque de clarté concernant la portée de la déclaration et par les tentatives visant à créer un droit à la solidarité, pour lequel il n'existe pas nécessairement de base normative adéquate en droit

international. Elle ne juge pas opportun que le Conseil, dans le projet de résolution, engage à poursuivre les efforts visant à élaborer cette déclaration ou confirme qu'il existe un droit à la solidarité. Elle reste également préoccupée par l'accent mis dans la déclaration sur les droits collectifs, aux dépens des droits individuels. L'abstention de la délégation ne doit pas être interprétée comme un rejet de l'idée même de solidarité. Au contraire, le Chili accorde une grande importance à la solidarité et à la coopération internationales et il est conscient de leur intérêt pour faire progresser l'application du Programme 2030. La question de la solidarité internationale devrait faire l'objet d'un débat ouvert et d'un consensus au Conseil. La délégation chilienne est prête à engager un dialogue constructif avec les auteurs du projet de résolution pour poursuivre dans cette voie.

39. **M. Guillermet Fernández** (Costa Rica) dit que la délégation costaricienne remercie Cuba pour ses efforts visant à promouvoir des valeurs telles que la solidarité internationale dans le contexte des droits de l'homme. Le Costa Rica, pays en développement, soutient plusieurs éléments du projet de résolution, car la solidarité internationale peut être très bénéfique et faire naître une culture de collaboration entre les États et d'autres acteurs de la communauté internationale. La délégation costaricienne s'efforce de promouvoir la solidarité internationale au Conseil pour favoriser les bonnes relations entre États. Toutefois, le projet de résolution ne présente qu'une vision partielle du droit au développement. Le Costa Rica est conscient de la nécessité de réformer le système financier international et de renforcer les mécanismes de coopération technique internationale, mais il rappelle qu'il convient de respecter pleinement les obligations internationales, en particulier celles qui découlent des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, et qu'il ne faut pas considérer que ces obligations dépendent de la situation économique. Pour ces raisons, la délégation costaricienne s'abstiendra de voter.

40. *À la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Algérie, Bangladesh, Bénin, Brésil, Burundi, Cameroun, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Émirats arabes unis, Érythrée, Gambie, Ghana, Honduras, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Malaisie, Malawi, Maldives, Paraguay, Qatar, République dominicaine, Somalie, Soudan, Viet Nam.

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Belgique, Bulgarie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Japon, Lituanie, Luxembourg, Monténégro, Pays-Bas (Royaume des), Roumanie.

*S'abstiennent :*

Argentine, Chili, Costa Rica, Maroc.

41. *Le projet de résolution [A/HRC/56/L.5](#) est adopté par 29 voix contre 14, avec 4 abstentions.*

*[A/HRC/56/L.8/Rev.1](#) : Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur un protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant les droits à l'éducation de la petite enfance, à l'enseignement préprimaire gratuit et à l'enseignement secondaire gratuit*

42. **M. Saffa** (Observateur de la Sierra Leone), présentant le projet de résolution au nom des auteurs principaux, à savoir l'Arménie, la Bulgarie, Chypre, la Colombie, la Gambie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Luxembourg, Nauru, le Panama, la République dominicaine, la Roumanie et sa propre délégation, dit que, si les États sont déjà légalement tenus d'assurer l'enseignement primaire, l'engagement en faveur de la gratuité de l'enseignement préprimaire et secondaire est inscrit uniquement dans les objectifs de développement durable. Or, comme l'a constaté la communauté internationale, un engagement politique sans force de loi ne suffit pas. Le projet de résolution marque une avancée dans l'action que mène sans relâche le Conseil pour faire en sorte que chaque enfant, quel que soit son milieu, ait accès aux possibilités d'éducation qu'il mérite. Selon les estimations du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), seuls 45 % des enfants dans le monde terminent leurs études

secondaires. Près de la moitié des enfants dans le monde ne reçoivent pas d'enseignement préprimaire. En parallèle, le coût de l'éducation demeure l'un des principaux obstacles à la scolarisation des enfants.

43. Les auteurs principaux, ainsi que des partenaires de la société civile, ont mené de larges consultations auprès d'universitaires, d'experts de l'ONU et des États Membres. Ils ont conclu qu'un quatrième protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, qui est l'instrument international relatif aux droits de l'homme le plus largement ratifié, était le meilleur moyen pour les États qui le souhaitent de s'engager à fournir une éducation gratuite à chaque enfant. Les trois protocoles facultatifs précédents à la Convention sont des exemples d'instruments largement ratifiés qui ont permis rapidement d'améliorer la situation. Dans le texte final révisé du projet de résolution, il est proposé de créer un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée précisément chargé d'examiner la possibilité d'élaborer un protocole facultatif et de le soumettre au Conseil. Le projet est le résultat d'un processus complet de négociation à grande échelle, à la fois ouvert, transparent et inclusif. En adoptant le projet de résolution par consensus, le Conseil posera des bases solides pour les générations à venir.

44. **M. Barmin** (Observateur de la Fédération de Russie), présentant les propositions d'amendement figurant dans les documents [A/HRC/56/L.39](#) et [A/HRC/56/L.40](#), dit que la Fédération de Russie soutient pleinement les efforts visant à instaurer l'éducation de la petite enfance et la gratuité de l'enseignement préprimaire et secondaire dans le monde entier. L'article 43 de la Constitution russe garantit la gratuité et l'accès universel de l'enseignement préprimaire, de l'enseignement élémentaire général et de l'enseignement secondaire professionnel dans les établissements d'enseignement de l'État ou des municipalités et dans les entreprises. De plus, elle dispose qu'il incombe aux parents ou aux personnes qui les remplacent de veiller à ce que les enfants suivent l'enseignement élémentaire général obligatoire.

45. Toutefois, la délégation russe regrette que les auteurs n'aient pas tenu compte de la pratique établie consistant à établir et à approuver des projets de résolution techniques aux fins de la création de groupes de travail chargés d'élaborer les documents juridiquement contraignants, comme cela a été le cas, par exemple, pour la résolution 11/1 du Conseil des droits de l'homme relative au Groupe de travail à composition non limitée sur un protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications. Plutôt que de faire une proposition d'ordre procédural, les auteurs ont inclus un certain nombre de dispositions de fond, anticipant à bien des égards les résultats des travaux du nouveau groupe de travail. Étant donné que le projet de résolution n'est plus un document purement technique, mais qu'il traite de la question de l'éducation des enfants en général, la délégation russe estime qu'il est nécessaire d'examiner le rôle des parents. Pour ce faire, pendant les négociations, elle a proposé, dans un esprit de coopération constructive, d'inclure dans le document les dispositions de l'article 13 (par. 3) du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Cet article a été reproduit presque mot pour mot dans la proposition d'amendement figurant dans le document [A/HRC/54/L.39](#).

46. Étant donné que les procédures de participation des représentants d'institutions de la société civile aux travaux des différentes instances de négociation de l'Organisation des Nations Unies sont régies, entre autres, par les règlements intérieurs de l'Assemblée générale et du Conseil, la délégation russe considère qu'il est inacceptable de tenter de modifier de manière ponctuelle les règles applicables. En outre, conformément à l'article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant, l'opinion de l'enfant doit être dûment prise en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité. Cela étant, malgré les propositions faites pendant les négociations, les auteurs ont refusé catégoriquement de prendre en compte cette disposition de la Convention dans le texte du projet de résolution. Au lieu de cela, le texte fait référence à la participation des enfants au futur groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée et à des mandats controversés confiés au HCDH, qui sont difficiles à appliquer dans la pratique. La délégation russe a donc proposé l'amendement figurant dans le document [A/HRC/56/L.40](#) et demande à tous les membres du Conseil, conformément à leurs obligations au titre du droit international des droits de l'homme, de soutenir les amendements tels qu'ils ont été présentés.

47. **Le Président** annonce qu'un État s'est porté coauteur du projet de résolution. Il invite les membres du Conseil à faire des déclarations générales sur le projet de résolution et les propositions d'amendement.

48. **M. Bichler** (Luxembourg), s'exprimant au nom des auteurs principaux du projet de résolution, dit que sa délégation n'accepte pas les propositions d'amendement. La délégation luxembourgeoise demande un vote sur chacun d'entre eux.

49. **M<sup>me</sup> Fuentes Julio** (Chili) dit que le libre accès à l'éducation est essentiel non seulement pour le développement individuel des enfants et des jeunes, mais aussi pour l'édification de sociétés plus justes et plus inclusives. L'éducation de la petite enfance a une profonde influence sur le développement cognitif et social des enfants en ce qu'elle pose les bases d'un apprentissage réussi tout au long de la vie. Au Chili, il est reconnu qu'investir dans l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire revient à investir dans l'avenir de la nation. Le pays a adopté des politiques importantes visant à renforcer l'éducation de la petite enfance et s'est également efforcé de garantir la gratuité de l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire, permettant ainsi à tous les jeunes de poursuivre leurs études, indépendamment des difficultés financières. Non seulement le projet de résolution contribue à renforcer le droit à l'éducation au niveau mondial, mais il souligne également l'importance de la participation des enfants à l'élaboration d'un futur protocole facultatif. Cette approche inclusive crée un précédent essentiel pour que l'opinion des enfants soit prise en compte dans les processus qui les concernent, comme le préconise la Convention relative aux droits de l'enfant. La délégation chilienne exhorte les autres membres du Conseil à soutenir le projet de résolution et à voter contre les propositions d'amendement.

50. **M. Sterk** (Bulgarie) dit qu'il importe de renforcer le droit à l'éducation gratuite en assurant l'accès de tous les enfants à l'enseignement préprimaire et secondaire. La Bulgarie considère que l'éducation est essentielle pour améliorer le futur potentiel économique, culturel et social de la nation et la qualité de vie de sa population. Un quatrième protocole facultatif à la Convention serait le meilleur moyen de créer le fondement juridique nécessaire pour que chaque enfant ait accès à une éducation gratuite à tous les niveaux. Il est essentiel de garantir l'accès à l'éducation gratuite et d'encourager ainsi les enfants à aller à l'école pour leur bon développement. La délégation bulgare invite tous les États à faire du droit à l'éducation gratuite, en particulier l'enseignement préprimaire et secondaire pour tous les enfants, une priorité absolue et leur demande de soutenir le projet de résolution tel qu'il a été présenté.

51. **M. Nkosi** (Afrique du Sud) dit que, bien que le droit à l'éducation soit depuis longtemps reconnu comme un droit de l'homme et comme un moyen indispensable à la réalisation d'autres droits, des millions d'enfants dans le monde en sont malheureusement toujours privés. Le projet de résolution contribue grandement à réaliser concrètement ce droit pour tous les enfants. Alors que l'Afrique du Sud célèbre ses trente ans de liberté, le projet de résolution tombe à point nommé pour le pays, qui a accordé au droit à l'éducation une place prioritaire dans ses initiatives visant à construire une nouvelle société démocratique sur les cendres du système de l'apartheid. Cela se reflète dans la Charte de la liberté de l'Afrique du Sud adoptée en 1955, sur laquelle s'appuie la vision du mouvement de libération en faveur d'une société non raciale, non sexiste et démocratique. La Charte de la liberté dispose que l'apprentissage et la culture doivent être accessibles à tous et que l'instruction doit être gratuite, obligatoire, universelle et égale pour tous les enfants. Cette vision est inscrite dans la Constitution démocratique du pays, qui consacre le droit à l'éducation de base, y compris l'éducation des adultes. Pour assurer la réalisation de ce droit, le Gouvernement sud-africain s'est lancé dans une entreprise colossale de transformation du système éducatif, notamment en instaurant la gratuité des écoles et en allouant aux écoles des communautés défavorisées une part beaucoup plus importante des subventions publiques destinées à l'éducation. L'Afrique du Sud est ainsi parvenue à assurer un accès quasi universel à la scolarité, et le nombre d'inscrits dans l'enseignement préprimaire a également augmenté pour s'étendre à la quasi-totalité des enfants. Le droit à l'éducation ne se limite toutefois pas à la gratuité de l'enseignement ou à l'accès à l'éducation. Il garantit également la qualité de l'enseignement, comme le souligne le projet de résolution à l'examen.

52. **M. Sultanov** (Kirghizistan) dit que le Kirghizistan est fermement résolu à renforcer l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et qu'il est convaincu que l'éducation est un droit fondamental qui sous-tend le développement. Le projet de résolution proposé constitue une avancée majeure dans l'engagement collectif du Conseil en faveur des droits de l'enfant. Il est impératif de travailler de manière collaborative, en regardant au-delà des intérêts nationaux, aux fins de l'élaboration d'un cadre solide et complet qui permette d'orienter les mesures visant à garantir le droit de chaque enfant à une éducation de qualité. La délégation kirghize demande à tous les membres du Conseil de voter pour le projet de résolution.

53. **M. Alimbayev** (Kazakhstan) dit que l'éducation est un droit fondamental pour tous les enfants et qu'elle peut aider les personnes à sortir de la pauvreté et favoriser le développement social et économique. Pourtant, pour des millions d'enfants dans le monde, le coût de la scolarité reste l'un des principaux obstacles à l'éducation, en particulier dans l'enseignement préprimaire et secondaire. Le projet de résolution vise à créer un groupe de travail chargé d'examiner la possibilité d'élaborer un projet de protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant qui reconnaîtrait expressément les droits de tous les enfants à l'enseignement préprimaire et à une prise en charge pendant la petite enfance, et la gratuité de l'enseignement préprimaire et secondaire. De nombreux pays de la région Asie-Pacifique ont pris des mesures pour garantir la gratuité de l'éducation, et le Kazakhstan ne fait pas exception, l'éducation gratuite constituant un investissement dans l'avenir des nations et dans le développement pacifique et durable de la région. La délégation kazakhstanaise demande à tous les membres du Conseil d'adopter le projet de résolution par consensus.

54. **M<sup>me</sup> González Nicasio** (République dominicaine) dit que sa délégation réaffirme son engagement en faveur du droit à l'éducation gratuite aux niveaux préprimaire, primaire et secondaire. Elle est consciente que l'éducation gratuite n'est pas seulement un droit de l'homme fondamental, mais aussi un outil puissant permettant de rompre le cycle de la pauvreté et de favoriser le développement durable. La gratuité de l'éducation dès la petite enfance et jusqu'au niveau secondaire permet à tous les enfants de bénéficier de l'égalité des chances, favorise l'autonomie des jeunes et contribue au bien-être des communautés et au renforcement des fondements économiques. La gratuité de l'enseignement à tous les niveaux est liée à la jouissance d'autres droits humains, en particulier ceux des filles dans le monde entier.

55. Malheureusement, malgré les engagements répétés de la communauté internationale, les progrès accomplis en faveur de l'éducation pour tous sont particulièrement lents, surtout pour les filles. Quelque 129 millions de filles ne sont toujours pas scolarisées. L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a récemment préconisé l'adoption de mesures d'urgence visant à remédier à l'insuffisance des progrès dans ce domaine. L'éducation n'est pas seulement l'un des moteurs les plus puissants de l'égalité femmes-hommes : elle permet aux personnes de devenir plus autonomes, et aide à déconstruire les stéréotypes liés au genre et à lutter contre la discrimination. Le maintien des filles dans le système scolaire, en particulier dans l'enseignement secondaire, est l'un des meilleurs moyens de lutter contre plusieurs pratiques néfastes, et de faire reculer, entre autres, le mariage d'enfants. En outre, il ouvre la voie à une plus grande autonomie économique des femmes. Le fait de lever l'obstacle économique à l'éducation permet aux femmes de réaliser leur potentiel et d'être des membres à part entière de la population active. Il est urgent de traduire la volonté politique en mesures concrètes afin que personne ne soit laissé de côté. Par conséquent, l'intervenante espère que le projet de résolution sera adopté par consensus et que les amendements proposés seront rejetés.

56. **M<sup>me</sup> Arias Moncada** (Honduras) dit que sa délégation se félicite que le projet de résolution mentionne les obstacles supplémentaires auxquels se heurtent les filles en matière d'accès à l'éducation et salue les efforts importants que les États déploient déjà pour assurer un enseignement public de qualité, inclusif et gratuit. Au Honduras, le droit constitutionnel à l'éducation sans discrimination est reconnu comme étant une pierre angulaire de la démocratie qui est étroitement liée au développement social et économique. La délégation hondurienne se félicite en outre des nombreuses références faites à l'importance de la coopération internationale, notamment la reconnaissance du rôle que les partenaires de

développement, les institutions financières internationales et toutes les parties prenantes concernées ont à jouer. Il est particulièrement important que les enfants puissent participer aux travaux du groupe de travail d'une manière qui soit éthique, sûre et inclusive. La délégation hondurienne est heureuse de soutenir le projet de résolution tel qu'il a été présenté.

57. **M. Bonnafont** (France) dit que sa délégation soutient pleinement le projet de résolution tel qu'il a été présenté et s'oppose aux propositions d'amendement figurant dans les documents [A/HRC/56/L.39](#) et [A/HRC/56/L.40](#). La communauté internationale a choisi de reconnaître, il y a près de quarante ans, que les enfants sont des titulaires de droits indépendamment de ceux qui ont une influence sur leur vie, et le fait que la Convention relative aux droits de l'enfant soit le traité relatif aux droits de l'homme le plus largement ratifié démontre que cette reconnaissance est un principe fondamental, et non un simple geste symbolique. Les États parties à la Convention sont tenus de reconnaître la capacité des enfants de faire entendre leur voix, de leur fournir les outils nécessaires pour qu'ils développent un esprit ouvert et critique et de veiller à ce qu'ils puissent s'exprimer librement et sans risque. Cela étant, si l'on supprime les paragraphes 5 et 6 du projet de résolution, comme proposé dans l'amendement figurant dans le document [A/HRC/56/L.40](#) pour les remplacer par un nouveau paragraphe reprenant l'une des dispositions générales de la Convention, il sera quasi impossible d'assurer la participation effective des enfants et le HCDH ne pourra pas organiser les débats prévus dans le projet de résolution tel qu'il a été présenté. La délégation française exhorte donc tous les membres du Conseil à rejeter les propositions d'amendement et à se joindre au consensus sur le projet de résolution tel qu'il a été présenté par les auteurs principaux.

58. **Le Président** invite le Conseil à se prononcer sur la proposition d'amendement figurant dans le document [A/HRC/56/L.39](#).

59. **M. Bekkers** (Royaume des Pays-Bas), rappelant que le Conseil peut se prononcer sur une proposition présentée par une délégation d'observateurs uniquement à la demande d'au moins l'un de ses membres, souhaite savoir pourquoi il est demandé aux membres d'examiner la proposition d'amendement figurant dans le document [A/HRC/56/L.39](#).

60. **Le Président** indique que l'Érythrée, membre du Conseil, a demandé l'examen de la proposition d'amendement.

61. **M. Bichler** (Luxembourg), dans une déclaration explicative du vote de sa délégation avant la mise aux voix, dit que l'ajout d'un nouvel alinéa reproduisant l'article 13 (par. 3) du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui consacre le droit des parents de choisir les écoles pour leurs enfants selon leurs propres convictions, serait inapproprié. Le projet de résolution fait déjà référence au Pacte international. En outre, il s'agit d'un texte de procédure concernant la création d'un groupe de travail chargé d'examiner l'accès à l'éducation gratuite, et le rôle, les droits et les responsabilités des parents sont sans rapport avec la question de la gratuité de l'éducation. En outre, il faut considérer les enfants comme étant des titulaires de droits indépendamment de leurs parents, et la proposition d'amendement ne prévoit pas vraiment cette possibilité. Cet amendement affaiblirait la capacité d'action des enfants, donnerait la priorité aux parents et restreindrait, voire nierait, un certain nombre de droits consacrés par la Convention relative aux droits de l'enfant. La délégation luxembourgeoise votera contre l'amendement proposé et exhorte tous les membres à faire de même.

62. *À la demande du représentant du Luxembourg, il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution.*

*Votent pour :*

Algérie, Bangladesh, Chine, Émirats arabes unis, Érythrée, Indonésie, Koweït, Malaisie, Qatar, Somalie, Soudan, Viet Nam.

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Argentine, Belgique, Brésil, Bulgarie, Burundi, Chili, Costa Rica, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Honduras, Japon, Kirghizistan, Lituanie, Luxembourg, Malawi, Monténégro, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), République dominicaine, Roumanie.



*S'abstiennent :*

Afrique du Sud, Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Inde, Maldives, Maroc.

63. *La proposition d'amendement figurant dans le document [A/HRC/56/L.39](#) est rejetée par 25 voix contre 12, avec 8 abstentions.*

64. **Le Président** invite le Conseil à se prononcer sur la proposition d'amendement figurant dans le document [A/HRC/56/L.40](#).

65. **M. Bichler** (Luxembourg), dans une déclaration explicative du vote de sa délégation avant la mise aux voix, dit que les auteurs principaux du projet de résolution [A/HRC/56/L.8/Rev.1](#) s'opposent au remplacement du libellé des paragraphes 5 et 6 tels que formulés à l'origine par une mention rappelant le texte l'article 12 (par. 1) de la Convention relative aux droits de l'enfant. Les auteurs de tous les projets de résolution relatifs aux droits de l'enfant et au droit à l'éducation demandent depuis longtemps que l'opinion des enfants soit effectivement prise en compte dans toutes les décisions les concernant. La proposition d'amendement, qui consiste à remplacer l'appel à une participation effective des enfants par une mention reconnaissant de manière superficielle et générale que les enfants sont potentiellement capables de se forger leur propre opinion et ont le droit de l'exprimer, ferait échouer le processus et affaiblirait considérablement le texte. En outre, les paragraphes d'une résolution ne sont pas destinés à rappeler des articles d'autres instruments, mais plutôt à énoncer l'action que le Conseil devrait entreprendre. Par conséquent, il est essentiel de conserver les références à une participation effective, éthique, sûre et inclusive des enfants à l'élaboration d'un futur protocole facultatif et les références à l'organisation de débats transrégionaux adaptés aux besoins des enfants. La délégation luxembourgeoise votera contre la proposition d'amendement et exhorte tous les membres à faire de même.

66. *À la demande du représentant du Luxembourg, il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution.*

*Votent pour :*

Algérie, Bangladesh, Chine, Émirats arabes unis, Érythrée, Indonésie, Koweït, Malaisie, Qatar, Somalie, Soudan, Viet Nam.

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Argentine, Belgique, Bénin, Brésil, Bulgarie, Burundi, Chili, Costa Rica, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Honduras, Japon, Kirghizistan, Lituanie, Luxembourg, Malawi, Monténégro, Paraguay, Pays-Bas (Royaume des), République dominicaine, Roumanie.

*S'abstiennent :*

Afrique du Sud, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Inde, Maldives, Maroc.

67. *La proposition d'amendement figurant dans le document [A/HRC/56/L.40](#) est rejetée par 26 voix contre 12, avec 7 abstentions.*

68. **Le Président** invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution [A/HRC/56/L.8/Rev.1](#).

*Déclarations explicatives de position ayant précédé la décision*

69. **M. Jiang Han** (Chine) dit qu'après avoir contribué de manière constructive aux consultations portant sur le projet de résolution, sa délégation souhaite faire trois observations concernant le texte tel qu'il est libellé. Premièrement, étant donné que la Convention relative aux droits de l'enfant dispose que le droit à l'éducation devrait être réalisé progressivement, sur la base de l'égalité des chances, les différents contextes nationaux et la manière dont les États choisissent d'évoluer devraient être respectés dans le cadre des mesures visant à assurer la réalisation progressive de ce droit. Deuxièmement, toute décision d'élaborer un protocole facultatif devrait reposer sur l'idée que les États parties peuvent participer pleinement aux débats et que l'Assemblée générale est l'instance appropriée pour ces débats ; dans l'éventualité où les débats devraient être initiés par le Conseil, le projet de résolution devrait demeurer de nature purement procédurale et être libellé de sorte à ne pas circonscrire les résultats ni à préjuger de ceux-ci. Troisièmement, la Convention étant le traité relatif aux



droits de l'homme le plus largement ratifié, il faudrait éviter tout libellé non consensuel dans le projet de résolution. Compte tenu de l'importance que la Chine accorde à la promotion et à la protection des droits de l'enfant, sa délégation se joindra au consensus sur le projet de résolution.

70. **M<sup>me</sup> Taylor** (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis soutiennent fermement la promotion de l'accès universel à la protection et à l'éducation de la petite enfance et demeurent engagés à regagner le terrain perdu dans l'éducation lors de la pandémie de COVID-19 ; au niveau mondial, le pays a investi plus de 10,5 milliards de dollars dans l'éducation depuis 2016. Il est essentiel que chaque pays soutienne tous ses enfants, en accordant une attention particulière aux plus marginalisés, dans le cadre de mesures visant à garantir l'accès à une éducation inclusive, équitable et de qualité. La délégation des États-Unis se joindra donc au consensus sur le projet de résolution tendant à créer un groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner les possibilités de promouvoir l'accès universel à l'éducation gratuite d'une manière qui complète et renforce les obligations énoncées dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Si le paragraphe 1 du projet de résolution fournit un cadre utile pour l'examen de ces questions, notamment la portée du droit à l'éducation, le groupe de travail ne devrait pas être limité par ce cadre. Bien que le Gouvernement des États-Unis soutienne l'objectif d'assurer un enseignement préprimaire et primaire gratuit à chaque enfant, l'intervenante souhaite souligner que les administrations des États et les autorités locales et tribales aux États-Unis contrôlent et façonnent en grande partie leurs systèmes éducatifs respectifs. Les États-Unis disposent d'un système d'enseignement public solide, mais reconnaissent qu'il est précieux de disposer d'un éventail de prestataires de services éducatifs, y compris de prestataires du secteur privé. Par conséquent, la délégation des États-Unis considère que les références à l'enseignement préprimaire et secondaire « public » figurant au paragraphe 1 se rapportent à l'enseignement proposé au public et pas uniquement à l'enseignement dispensé par le service public.

71. *Le projet de résolution [A/HRC/56/L.8/Rev.1](#) est adopté.*

*Projet de résolution [A/HRC/56/L.11/Rev.1](#) : Sécurité de l'enfant dans l'environnement numérique*

72. **M. Soliman** (Observateur de l'Égypte), présentant le projet de résolution au nom des auteurs principaux, à savoir les Émirats arabes unis, la Malaisie, le Sénégal, Singapour et sa propre délégation, dit que les technologies numériques transforment profondément le monde et qu'elles devraient continuer à faire partie intégrante de la vie de chaque enfant. L'environnement numérique offre de nouvelles possibilités pour la réalisation des droits de l'enfant mais il comporte également des risques potentiels, car il expose quotidiennement les enfants à des formes de violence et de préjudice, notamment la promotion du suicide et de l'automutilation, la discrimination, l'incitation à la haine nationale, raciale ou religieuse, la commercialisation de stupéfiants et de jeux d'argent, ainsi que de nouvelles formes d'exploitation sexuelle telles que la pornographie mettant en scène des enfants et les « deep fake » (contenus « hypertruqués »). Pour que les enfants puissent réellement bénéficier des avantages offerts par l'environnement numérique, il est essentiel de prendre des mesures globales pour contrer ces risques.

73. Le projet de résolution a été présenté dans le but d'intensifier les efforts visant à garantir la sécurité des enfants et à protéger leurs droits dans l'environnement numérique. À cette fin, les principaux auteurs du projet ont mené des consultations approfondies auprès d'un certain nombre de parties prenantes, dont l'UNICEF, le HCDH et des organisations de la société civile. Une initiative particulièrement utile envisagée dans le cadre de ce projet de résolution est la série de cinq ateliers régionaux que le HCDH est invité à organiser dans le but d'évaluer les risques auxquels sont exposés les enfants dans l'environnement numérique et les meilleures pratiques permettant d'y remédier, avec la participation de la société civile ainsi qu'avec la contribution des enfants. Dans le projet de résolution, il est également demandé d'examiner les moyens d'assurer l'autonomisation des enfants dans l'environnement numérique, ainsi que le rôle joué par les États, les familles et les entreprises pour garantir leur sécurité. Les principaux auteurs ont tenu compte d'un certain nombre de propositions émanant d'États membres, afin que le texte soit équilibré et inclusif et qu'il

reflète la détermination commune des États à protéger les enfants dans l'environnement numérique. Les principaux auteurs demandent aux membres du Conseil de soutenir cette initiative essentielle et d'adopter le projet de résolution par consensus.

74. **Le Président** annonce que 17 États se sont portés coauteurs du projet de résolution.

*Déclarations générales ayant précédé la décision*

75. **M. Kah** (Gambie) dit que sa délégation soutient fermement le projet de résolution, y compris la demande visant à ce que le HCDH organise des ateliers régionaux afin d'évaluer les risques et d'élaborer des stratégies de protection adaptées aux contextes régionaux et nationaux particuliers. Il félicite les principaux auteurs du projet d'avoir pris en considération avec bonne volonté et souplesse un large éventail de préoccupations. Il est essentiel de prendre conscience des effets considérables que l'environnement numérique peut avoir sur la santé physique, psychosociale et mentale des enfants. La délégation gambienne demande au Conseil d'adopter le projet de résolution par consensus.

76. **M. Al Musharakh** (Émirats arabes unis) dit que les Émirats arabes unis sont attachés à la protection des enfants, tant en ligne que hors ligne, et partagent les profondes préoccupations exprimées dans le projet de résolution au sujet de la violence et des préjudices auxquels les enfants sont exposés dans l'environnement numérique, ainsi que des conséquences qui en découlent pour leur santé physique, psychosociale et mentale. La délégation émirienne se félicite tout particulièrement de voir reconnue la nécessité impérieuse d'une coopération entre toutes les parties prenantes et le caractère urgent de l'action à mener en matière de gestion des risques. Elle demande respectueusement au Conseil d'adopter le projet de résolution par consensus.

77. **M. Eheth** (Cameroun) dit que la délégation camerounaise estime qu'il y a quatre grandes raisons de soutenir le projet de résolution. Tout d'abord, ce projet devrait permettre de mieux protéger les enfants contre les différents risques auxquels ils sont exposés dans l'environnement numérique, tels que la cyberintimidation et l'exploitation sexuelle. Deuxièmement, il met l'accent sur les principes consacrés par la Convention relative aux droits de l'enfant et dans d'autres instruments internationaux. Troisièmement, il y est reconnu que les effets notables à long terme des technologies numériques sur la santé physique, psychosociale et mentale des enfants ne doivent pas être sous-estimés. Quatrièmement, il y est préconisé de promouvoir l'éducation à l'habileté numérique afin de faire mieux connaître les risques et les meilleurs moyens de les éviter. La délégation camerounaise se félicite en outre qu'il y soit demandé d'adopter une législation rigoureuse visant à protéger les droits des enfants, tant en ligne que hors ligne, et que soit reconnue la nécessité de donner aux enfants les moyens de signaler les abus et d'obtenir de l'aide. Considérant que ce projet de résolution est essentiel pour garantir aux jeunes générations une vie épanouissante en toute sécurité à l'avenir, elle demande que le projet soit adopté par consensus.

78. **M. Guillermet Fernández** (Costa Rica) dit que le Costa Rica partage les préoccupations des principaux auteurs concernant les intimidations, l'exploitation, la désinformation et les formes de violence auxquelles les enfants sont exposés dans l'environnement numérique. Les enfants devraient pouvoir se développer et grandir dans un environnement exempt de violence, tant en ligne que hors ligne, dans lequel leurs droits sont protégés et leur intérêt supérieur respecté. Leur protection dans l'environnement numérique n'est pas seulement une tâche qui incombe à la collectivité, mais aussi une obligation pour les États et une responsabilité pour les entreprises. En outre, selon l'article 5 de la Convention relative aux droits de l'enfant, les parents et les familles ont également l'obligation de protéger et de conseiller leurs enfants dans l'exercice de leurs droits en ligne. Compte tenu de ce qui précède, la délégation costaricienne souhaiterait que le projet de résolution insiste davantage sur le fait que les enfants sont des titulaires de droits, s'agissant en particulier du droit de participer, d'être entendu, du droit à la vie privée et du droit d'être inclus dans les processus de décision. Il est essentiel que les enfants puissent exercer ces droits en toute sécurité, aussi bien en ligne que hors ligne. En outre, le projet de résolution ne prend pas en considération la dimension de genre ni le fait que les filles sont souvent plus exposées que les garçons aux risques liés à l'utilisation d'Internet. La délégation costaricienne souhaite remercier les principaux auteurs du projet pour leur approche constructive des consultations informelles, mais aussi souligner que, dans un souci d'efficacité et d'efficience, les travaux

du Conseil ne devraient pas faire double emploi avec d'autres initiatives existantes, notamment, en l'occurrence, le travail considérable réalisé précédemment par les États membres de l'Union européenne et le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

79. **M. Jiang Han** (Chine) dit que le développement rapide de l'intelligence artificielle et des technologies émergentes offre d'énormes possibilités en matière de promotion et de protection des droits de l'homme, comme le souligne le projet de résolution, mais que les risques et les défis qui y sont associés, en particulier pour ce qui concerne la sécurité des enfants dans l'environnement numérique, ne peuvent pas être négligés. Le projet de résolution met l'accent sur les préoccupations liées à ces risques et préconise la mise en place d'une coopération internationale pour y faire face, afin de garantir à tous les enfants un accès équitable aux ressources et aux possibilités offertes par les technologies numériques. La délégation chinoise salue les efforts que les principaux auteurs ont déployés pour tenir compte des préoccupations exprimées au cours des consultations et a le plaisir de se joindre au consensus en faveur du projet de résolution.

80. **M. Mai Phan Dung** (Viet Nam) dit que le projet de résolution a été présenté à un moment opportun et décisif car la mise au point de technologies numériques nouvelles et émergentes a des conséquences considérables pour la sécurité et le bien-être de tous les enfants dans le monde. Les vives préoccupations, exprimées dans le projet de résolution, concernant la violence et les préjudices auxquels les enfants sont exposés en ligne montrent à quel point il est urgent et important de les protéger contre ces risques de manière globale et efficace. La délégation vietnamienne appuie la demande visant à ce qu'une réponse coordonnée soit apportée au niveau mondial, à ce que les responsabilités soient partagées entre toutes les parties prenantes et à ce qu'une série d'ateliers régionaux soient organisés afin d'évaluer les risques pour la sécurité des enfants et d'élaborer une stratégie pour y remédier. Elle exhorte les membres du Conseil à adopter le projet de résolution par consensus.

81. **M. Ruddyard** (Indonésie) dit que sa délégation soutient le projet de résolution, dont le texte est équilibré et revêt une importance cruciale en cette période où les nouvelles technologies ont des conséquences considérables pour la sécurité, le bien-être et la santé physique, psychosociale et mentale des enfants dans le monde entier. Lorsqu'ils se penchent sur des questions dont l'importance est universellement reconnue, telles que les droits des femmes et des enfants, les membres du Conseil doivent se montrer unis, veiller à ce que leurs délibérations soient constructives et s'abstenir de tenter d'imposer des conditions qui ne sont pas largement acceptées. Il convient donc de saluer les efforts que les principaux auteurs ont déployés pour élaborer un texte consensuel. La délégation indonésienne souscrit à la demande visant à ce qu'une réponse coordonnée soit apportée au niveau mondial dans le but de garantir la sécurité des enfants en ligne, et à ce que les responsabilités soient partagées par toutes les parties prenantes. Les États, de même que les familles et les entreprises, peuvent jouer un rôle constructif dans la protection des droits de l'enfant. Le projet de résolution reconnaît donc à juste titre le rôle de l'État pour ce qui concerne les mesures législatives, le rôle de la famille pour ce qui est de donner aux enfants les moyens d'utiliser les technologies en toute sécurité, et le fait que les entreprises doivent veiller à ce que leurs services contribuent à la mise en place d'un environnement numérique sûr. Grâce à leur collaboration, les membres du Conseil pourraient renforcer son rôle dans la gestion des risques et contribuer à tirer pleinement parti des avantages que l'environnement numérique offre aux enfants.

82. **M<sup>me</sup> Osman** (Malaisie) dit que le texte du projet de résolution est équilibré et qu'il est présenté à un moment crucial, les technologies émergentes ayant des effets néfastes sur la sécurité et le bien-être des enfants à l'échelle mondiale. Les principaux auteurs ont montré de la bonne volonté et de la flexibilité dans leurs efforts visant à prendre en compte les diverses préoccupations exprimées lors des négociations. Le texte qui en résulte réaffirme ainsi la volonté commune de réduire la fracture numérique et d'assurer un accès équitable aux ressources numériques pour tous les enfants. La demande visant à ce qu'une réponse coordonnée soit apportée au niveau mondial, à ce que les responsabilités soient partagées entre les parties prenantes et à ce que les enfants soient dotés des moyens de se protéger est particulièrement opportune et pertinente, et contribuera de manière notable à une action plus efficace et plus cohérente à l'échelle mondiale. La demande relative à l'organisation par le HCDH de cinq ateliers régionaux n'est pas excessive et constitue une étape nécessaire pour

comblent les lacunes existantes et relever les défis mondiaux de manière efficace. Ces ateliers joueront un rôle essentiel dans l'évaluation des risques, le partage des connaissances et l'élaboration de stratégies adaptées aux besoins des différentes régions. En adaptant les solutions proposées à leur situation nationale et régionale, les États contribueront à garantir la sécurité des enfants dans l'environnement numérique partout dans le monde.

*Déclarations explicatives de position ayant précédé la décision*

83. **M. Pecsteen de Buytswerve** (Belgique), s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil, dit que ces États souhaiteraient pouvoir adopter une position plus favorable au projet de résolution. Toutefois, ils estiment que les principaux auteurs du projet auraient dû s'appuyer davantage sur les travaux déjà importants réalisés dans ce domaine par le Conseil, l'Assemblée générale et le Comité des droits de l'enfant. Ils auraient pu s'appuyer notamment sur l'observation générale n° 25 du Comité des droits de l'enfant relative aux droits de l'enfant en relation avec l'environnement numérique, publiée en 2021, la résolution 78/187 de l'Assemblée générale, qui porte également sur les droits de l'enfant dans l'environnement numérique, et la résolution 51/10 du Conseil relative à la lutte contre le cyberharcèlement. Compte tenu des consultations déjà menées par le Comité, de la quantité considérable de travaux réalisés et de la crise de liquidités en cours, le coût élevé des mesures envisagées dans le projet de résolution est préoccupant. En outre, le paragraphe du préambule faisant référence à l'article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant comporte des informations juridiquement inexactes, la participation des parties prenantes aux consultations aurait dû être fondée sur la pertinence de leurs compétences, et les références aux droits de l'enfant concernés, en particulier le droit à la vie privée, auraient dû être mises en avant. Au cours des consultations informelles, les États membres de l'Union européenne ont fait de nombreuses propositions visant à équilibrer le texte et à insister sur le principe de base selon lequel les enfants sont des titulaires de droits et les États sont les premiers responsables en la matière. Ils remercient les principaux auteurs d'avoir tenu compte d'au moins certaines de ces propositions et disent rester déterminés à ce que les enfants puissent exercer en toute sécurité l'ensemble de leurs droits, tant en ligne que hors ligne. C'est sur la base de ce constat qu'ils peuvent se joindre au consensus sur ce projet.

84. **M<sup>me</sup> Benda** (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis sont attachés à une vision de l'avenir dans laquelle les nouvelles technologies sont un moteur de progrès pour tous, dans le respect des droits de l'homme, mais qu'ils expriment également de vives préoccupations concernant les effets des technologies numériques sur la santé physique et mentale, ainsi que sur la sécurité des enfants. Plusieurs nouvelles initiatives visant à protéger la vie privée, la santé et la sécurité des enfants en ligne ont été annoncées aux États-Unis au cours de l'année écoulée, mais il reste encore beaucoup à faire pour définir clairement les risques. En particulier, les États devraient s'efforcer d'utiliser des expressions qui traduisent de manière appropriée l'absence de consentement des enfants victimes ainsi que le préjudice et le traumatisme subis par ceux-ci, notamment les expressions « exploitation et atteintes sexuelles en ligne visant les enfants » ou « contenus montrant des abus sexuels sur enfant » au lieu de « pornographie mettant en scène des enfants », et l'expression « traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle » au lieu de « prostitution des enfants ». L'actualisation du titre de Rapporteur spécial/Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, l'exploitation sexuelle d'enfants et les abus sexuels sur enfants atteste déjà de l'utilisation de cette nouvelle terminologie.

85. La délégation des États-Unis s'associe au consensus sur le projet de résolution à condition que le texte n'implique pas que les États doivent adhérer aux instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels ils ne sont pas parties ou doivent de toute autre façon s'acquitter d'obligations au titre de ces instruments. Elle ne reconnaît aucune modification de l'état actuel du droit international et considère que toute disposition du projet de résolution rappelant des documents antérieurs s'applique uniquement aux États qui les ont initialement reconnus. Les États-Unis sont déterminés à protéger les droits de l'enfant, tant en ligne que hors ligne, et souhaitent poursuivre leurs partenariats avec d'autres États et partenaires internationaux en vue d'atteindre cet objectif.

86. **M. Bonnafont** (France), rappelant que des travaux déjà considérables ont été réalisés sur ce sujet important par différents mécanismes des droits de l'homme, notamment le Comité des droits de l'enfant et le Conseil lui-même, dit que la technologie occupe manifestement aujourd'hui une place très différente dans la vie des gens qu'au moment de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant. Les abus liés à l'utilisation des nouvelles technologies ont engendré de nouvelles menaces, telles que la cyberintimidation et l'exposition à des contenus illicites et à des discours de haine. La prévention, notamment par l'éducation à l'habileté numérique permettant aux enfants d'accéder à l'environnement numérique en toute sécurité, ainsi que la promotion d'un Internet où les libertés publiques sont équilibrées avec les considérations relatives au développement et à la sécurité, jouent un rôle essentiel dans la gestion de ces risques. La Fondation Christchurch Call, que la France et la Nouvelle-Zélande ont mise en place pour coordonner les efforts visant à améliorer les outils technologiques et la coopération dans la lutte contre les contenus terroristes et extrémistes violents en ligne, constitue un bon exemple d'initiative dans ce domaine. Il est toutefois important de garder à l'esprit les immenses possibilités que les technologies offrent aux enfants, notamment en matière d'accès à l'éducation, d'acquisition de connaissances, d'échange entre pairs et d'expression des opinions. La délégation française souhaiterait que le projet de résolution accorde une place plus importante à la protection du droit des enfants à la vie privée, qui est une priorité pour la France et ses partenaires de l'Union européenne. Elle apprécierait en particulier que l'accent soit davantage mis sur la nécessité de renforcer la protection des données personnelles et de protéger les enfants contre l'utilisation abusive de leur image en ligne.

87. *Le projet de résolution [A/HRC/56/L.11/Rev.1](#) est adopté.*

*Projet de résolution [A/HRC/56/L.12](#) : Liberté d'opinion et d'expression*

88. **M. Bekkers** (Royaume des Pays-Bas), présentant le projet de résolution au nom des principaux auteurs, à savoir le Brésil, le Canada, les Fidji, la Namibie, la Suède et sa propre délégation, dit que le droit à la liberté d'opinion et d'expression est intrinsèquement lié à l'exercice de tous les droits de l'homme ; ce droit permet de défendre ce qui est important et de donner à d'autres personnes les moyens d'en faire de même. Il permet aux journalistes de faire connaître la vérité et, partant, d'informer l'opinion publique, de garantir la transparence et de contribuer à la lutte contre l'impunité. Il permet aux citoyens d'amener les fonctionnaires à répondre de leurs actes, ce qui favorise le renforcement des sociétés démocratiques. Le projet de résolution repose sur l'idée que la liberté d'opinion et d'expression contribue à garantir l'exercice de tous les autres droits de l'homme.

89. **M<sup>me</sup> McCullagh** (Observatrice du Canada), poursuivant la présentation du projet de résolution, dit que celui-ci non seulement met l'accent sur l'importance du droit à la liberté d'opinion et d'expression, mais vise aussi à faire face aux menaces croissantes qui pèsent sur ce droit et à tenir compte des réalités mondiales de plus en plus complexes auxquelles se heurte l'exercice de ce droit. Parmi ces menaces, on peut citer la propagation de la désinformation, le recours accru à des procès-bâillons visant à faire taire les journalistes, les professionnels des médias, les défenseurs des droits de l'homme et la société civile, ainsi que les actes d'intimidation et de harcèlement à l'égard des personnes qui rendent compte des conséquences des conflits armés sur le plan humain. Dans le projet de résolution, le Conseil se dit préoccupé par ces tendances néfastes et demande aux États d'agir pour promouvoir, protéger et assurer le plein exercice du droit à la liberté d'opinion et d'expression, notamment en prenant des mesures visant à décourager les procès-bâillons et à garantir la liberté des médias et l'accès à l'information. Il se dit également préoccupé par la propagation de la haine et par l'incitation à la violence et souligne qu'il importe de s'attaquer à ces problèmes. L'intervenante demande au Conseil d'adopter le projet de résolution par consensus.

90. **Le Président** dit que 14 États se sont portés coauteurs du projet de résolution.

*Déclarations générales ayant précédé la décision*

91. **M. Guillermet Fernández** (Costa Rica) dit que son pays se réjouit que, dans le projet de résolution, le Conseil reconnaisse le rôle essentiel que jouent les défenseurs des droits de l'homme et les organisations de la société civile dans la défense du droit à la liberté d'expression. Le Costa Rica se réjouit également que l'accent soit mis sur les nouvelles

technologies, dans un monde où l'accès à Internet et l'habilité numérique sont essentiels pour participer pleinement à la démocratie moderne. La délégation costaricienne note avec satisfaction que, dans le projet de résolution, le Conseil traite de la fracture numérique et met en avant qu'il importe de veiller à ce que toutes les personnes, en particulier les femmes et les jeunes filles, aient accès aux technologies de l'information et des communications. Elle note également avec satisfaction que le projet de résolution traite de la protection des journalistes et de l'indépendance éditoriale. Il est essentiel de veiller à ce que les journalistes soient à même de mener leurs activités sans crainte de représailles de sorte qu'ils puissent lutter contre la désinformation et protéger la démocratie. Dans le projet de résolution, le Conseil souligne qu'il importe de faire en sorte que la liberté d'opinion et d'expression puisse s'exercer en toute sécurité et propose des solutions concrètes pour faire face aux défis actuels. La délégation costaricienne demande au Conseil d'adopter le projet de résolution par consensus.

92. **M. Staniulis** (Lituanie) dit que son pays se réjouit que, dans le projet de résolution, l'accent soit mis sur le lien entre la liberté d'opinion et d'expression et l'exercice de tous les autres droits de l'homme. La délégation lituanienne note avec satisfaction que le projet de résolution traite de la participation politique, en particulier lors des élections, et des effets néfastes de la mésinformation et de la désinformation sur les droits de l'homme, notamment en situation de crise ou de conflit armé. Elle se réjouit en outre que le projet de résolution souligne que l'application de dispositions législatives trop générales ou trop vagues en vue de réprimer l'exercice légitime de la liberté d'expression vise à réduire au silence les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme. Les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme doivent pouvoir exercer leurs activités en toute sécurité sans être soumis aux restrictions indues imposées par ces textes de loi. La délégation lituanienne a le plaisir de se joindre au consensus sur le projet de résolution.

93. **M. Tyagi** (Inde) dit que le droit à la liberté d'opinion et d'expression constitue un fondement essentiel des sociétés démocratiques et qu'il est possible de l'exercer grâce à un environnement démocratique qui en garantit la protection. Le droit à la liberté d'opinion et d'expression permet aux individus d'être vigilants en ce qui concerne leurs droits et leur donne les moyens de participer aux processus décisionnels. Il contribue à la protection et à la promotion de tous les droits de l'homme, y compris le droit au développement. La promotion du droit à la liberté d'opinion et d'expression favorise l'exercice d'autres droits. Les actes de terrorisme et les menaces pour la sécurité nationale obligent parfois les gouvernements à suspendre temporairement l'accès aux services Internet. Toutefois, ces mesures ne sauraient devenir la norme et devraient être appliquées conformément à des procédures clairement définies et dans le respect de garanties strictes. La liberté d'opinion et d'expression ne devrait jamais être utilisée pour cibler des individus, stigmatiser des communautés ou inciter à la violence. À l'ère des médias sociaux et de l'information en ligne, les discours de haine nuisent à l'harmonie sociale entre les pays. La délégation indienne estime par conséquent que des restrictions raisonnables à l'exercice de la liberté d'opinion et d'expression et conformes à la législation nationale sont nécessaires pour maintenir la paix, l'harmonie, l'ordre public et la sûreté et la sécurité des personnes, conformément aux articles 19 et 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

94. **M<sup>me</sup> Fuentes Julio** (Chili) dit que le droit à la liberté d'opinion et d'expression est un élément indispensable au plein épanouissement des individus, à l'avènement de sociétés libres et démocratiques et au plein exercice des droits de l'homme, comme le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion et le droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association. Les droits politiques ne peuvent être pleinement exercés que si le droit à la liberté d'expression et d'opinion est garanti. Même en situation de crise ou de conflit, la liberté d'expression doit être protégée, car elle joue un rôle fondamental pour ce qui est d'aider les populations touchées et de les tenir au courant de l'évolution de la situation. Dans le projet de résolution, le Conseil traite de ces aspects de la question tout en reconnaissant le rôle transcendantal que joue le droit à la liberté d'opinion et d'expression dans la lutte contre la désinformation et la mésinformation. Il s'intéresse en outre aux nouvelles difficultés auxquelles est confronté le système international et cherche à renforcer un dialogue ouvert et une coopération efficace. La délégation chilienne exhorte tous les membres du Conseil à soutenir le projet de résolution.

95. **M<sup>me</sup> Schroderus-Fox** (Finlande) dit que le droit à la liberté d'opinion et d'expression, y compris le droit à la liberté de rechercher, recevoir et répandre des informations et des idées de toute espèce, consacré à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, constitue l'un des fondements essentiels d'une société juste et inclusive. Le droit à la liberté d'opinion et d'expression favorise l'exercice de tous les droits de l'homme et constitue un indicateur du degré de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Dans le projet de résolution, le Conseil examine ces questions de façon claire et équilibrée et rappelle que les droits de l'homme sont universels, indivisibles, interdépendants et indissociables, tant en ligne que hors ligne.

96. Dans le projet de résolution, le Conseil traite de la contribution essentielle qu'apportent les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme à la promotion et à la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et attire l'attention sur la multiplication des attaques dont ces personnes font l'objet. Il ne fait pas référence aux défenseurs autochtones des droits de l'homme, qui dans bien des cas courent le plus grand risque d'être tués, mais mentionne expressément les risques accrus auxquels sont exposés les femmes journalistes, les défenseuses des droits de l'homme et les défenseurs des droits liés à l'environnement. La délégation finlandaise se félicite que, dans le projet de résolution, le Conseil examine la question du droit à la liberté d'opinion et d'expression dans le contexte des nouvelles technologies et condamne le recours au blocage d'Internet pour empêcher l'accès à l'information. C'est pourquoi elle soutient sans réserve le projet de résolution.

97. **M<sup>me</sup> Taylor** (États-Unis d'Amérique), expliquant sa position avant la décision, dit que son pays réaffirme qu'il soutient fermement le droit à la liberté d'opinion et d'expression, dont le respect est essentiel pour la gouvernance démocratique, le progrès social et la dignité humaine. En conséquence, la délégation américaine se joindra au consensus en faveur du projet de résolution. La liberté d'opinion et d'expression est une condition préalable à une gouvernance transparente et réactive. Malheureusement, dans le monde entier, des gouvernements ont recours à la censure et à d'autres restrictions de la liberté d'expression pour étouffer toute dissidence et permettre à la corruption, aux irrégularités de gestion et aux pratiques abusives de se développer sans contrôle. Il est essentiel d'instaurer un débat public ouvert, éclairé et enrichi par une presse libre pour que les gouvernements continuent de rendre des comptes à la population et que les individus puissent exprimer leurs convictions en ce qui concerne le type de société dans laquelle ils souhaitent vivre.

98. Il est regrettable que certaines notions utilisées dans le projet de résolution ne soient pas ancrées dans une compréhension commune du droit international. Par exemple, le projet de résolution comprend des termes qui donnent à penser que les États sont tenus de prendre des mesures pour s'acquitter de leur obligation de garantir la liberté d'expression au titre de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La délégation américaine est en outre en désaccord avec la façon dont les principes de légalité, de légitimité, de nécessité et de proportionnalité sont énoncés dans l'ensemble du texte. Le principe de proportionnalité n'est pas mentionné dans le Pacte. Si la vie privée doit être respectée et protégée, la façon la plus appropriée de traiter cette question est de reprendre les termes employés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte.

99. *Le projet de résolution A/HRC/56/L.12 est adopté.*

*Projet de résolution A/HRC/56/L.14/Rev.1 : Droits de l'homme et changements climatiques*

100. **M. Mai Phan Dung** (Viet Nam), présentant le projet de résolution au nom des principaux auteurs, dit que celui-ci met l'accent sur une transition juste et les droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques, et part du principe que les pays sont touchés non seulement par les changements climatiques eux-mêmes, mais aussi par les mesures de riposte face à ces changements. Dans le projet de résolution, le Conseil souligne la nécessité d'une coopération internationale et exhorte les États à adopter un nouvel objectif chiffré collectif pour le financement de l'action climatique qui soit ambitieux, afin d'aider les pays en développement à mener leurs initiatives en matière d'adaptation et d'atténuation, notamment dans l'optique d'une transition juste. Il demande aux États d'élaborer et d'appliquer des politiques qui facilitent une transition juste et d'accorder une attention

particulière aux droits des travailleurs, des communautés et des populations vulnérables les plus touchés par les changements climatiques.

101. Dans le projet de résolution, le Conseil engage en outre les États à réaliser des études sur les effets qu'ont les mesures de transition juste sur la réalisation des droits de l'homme, afin de faciliter l'échange d'expériences, de bonnes pratiques et d'enseignements. Il propose d'organiser une réunion-débat sur les transitions justes et de rédiger un compte rendu de la réunion-débat. Il prie en outre le Secrétaire général d'établir un rapport sur les questions relatives aux transitions justes. Le projet de résolution est le fruit de vastes consultations menées avant et pendant la cinquante-sixième session. Ce travail collaboratif met en évidence le vif intérêt que les États et les autres parties prenantes portent au traitement des questions relatives aux droits de l'homme et aux changements climatiques. La délégation vietnamienne demande à tous les membres du Conseil d'adopter le projet de résolution par consensus.

102. **Le Président** dit que 13 États se sont portés coauteurs du projet de résolution.

*Déclarations générales ayant précédé la décision*

103. **M<sup>me</sup> Haque** (Bangladesh) dit que les effets dévastateurs des changements climatiques sont incontestables. Les changements climatiques se sont révélés être une menace potentielle pour le droit à l'alimentation, le droit au meilleur état de santé physique et mentale possible, les droits des personnes en situation de vulnérabilité et, surtout, le droit au développement. Dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, il est reconnu que les changements climatiques sont un problème mondial, alors que l'Accord de Paris adopté dans le cadre de la Convention fait expressément référence aux effets négatifs des changements climatiques sur les droits de l'homme. Les deux accords multilatéraux traitent des principes fondamentaux de l'équité, des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, que la communauté internationale doit respecter dans la lutte contre les changements climatiques. Pour opérer une transition juste, il sera nécessaire de déterminer les causes profondes des changements climatiques. Il faut en outre que le financement de l'action climatique soit durable pour ouvrir la voie à une transition juste. Les pays en développement ont besoin du soutien financier et technologique des pays développés, non seulement pour renforcer leur résilience et leurs capacités, mais aussi pour assurer une transition harmonieuse, durable et juste vers l'économie écologique. La délégation bangladaise exhorte tous les membres du Conseil à adopter le projet de résolution par consensus.

104. **M. Almazrouei** (Émirats arabes unis) dit que sa délégation soutient fermement le projet de résolution, texte équilibré qui traite des innombrables effets des changements climatiques sur l'exercice des droits de l'homme, et qu'elle considère que tous les pays doivent remédier aux pertes et aux préjudices liés à ces changements, les limiter autant que possible et les prévenir. Il est de plus en plus urgent de lutter contre les changements climatiques, car ils ont des effets dans tous les secteurs de l'économie et de la société. La délégation émirienne estime qu'il faut opérer une transition juste qui favorise le développement durable, l'élimination de la pauvreté et la création d'emplois décents de qualité. Les Émirats arabes unis sont déterminés à prendre des mesures aux niveaux national et mondial pour lutter contre les effets néfastes des changements climatiques et demandent à toutes les parties prenantes des secteurs public, privé et non gouvernemental de redoubler d'efforts pour appliquer l'Accord de Paris. L'intervenant exhorte tous les membres du Conseil à se joindre au consensus sur le projet de résolution.

105. **M. Pecsteen de Buytswerve** (Belgique), s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil, dit que la crise climatique a des effets de plus en plus néfastes sur les droits de l'homme, représente une menace pour la vie et les moyens de subsistance dans le monde entier et met en péril les systèmes sociaux et la compétitivité économique. L'Union européenne continue de montrer qu'elle est déterminée à prévenir et à réduire les effets néfastes des changements climatiques dans le monde entier. Ses États membres ont accueilli avec satisfaction l'inclusion de références à l'Accord de Paris. Toutefois, dans sa forme actuelle, le texte du projet de résolution donne une fausse idée du lien entre l'Accord de Paris et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Il est regrettable que les amendements que les États membres de l'Union européenne ont proposés pour mettre le texte du paragraphe 8 en adéquation avec le mandat



négocié dans le cadre de la Convention-cadre n'aient pas été acceptés. Les États membres de l'Union européenne ont en outre proposé de mieux tenir compte dans le projet de résolution des effets néfastes que peuvent avoir les changements climatiques sur les droits de l'homme. Il est regrettable qu'une grande partie du projet de résolution soit centrée sur des questions traitées par d'autres instances et qu'il ne soit pas fait mention du rôle essentiel que jouent les défenseurs des droits de l'homme liés à l'environnement pour assurer une transition juste. Le principe cardinal d'universalité et d'interdépendance des droits de l'homme doit être universellement respecté, quelle que soit la situation économique d'un pays donné. Les principes des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives ne peuvent être appliqués aux droits de l'homme ni confondus avec les droits de l'homme. Les États membres de l'Union européenne engagent vivement les auteurs à renforcer l'accent mis sur les droits de l'homme dans les prochaines versions de la résolution consacrées à cette question.

106. **M. Han Xincheng** (Chine) dit que les changements climatiques représentent un défi commun pour l'humanité et qu'il est impératif d'opérer une transition juste pour le relever. Le Gouvernement chinois adopte une approche de la gouvernance climatique axée sur l'être humain et a étudié les possibilités de création de synergies entre la protection de l'environnement, le développement économique, la création d'emplois et l'éradication de la pauvreté, en veillant à garantir l'équité et la justice sociales au cours de la transition écologique. Il a intégré l'objectif de plafonnement des émissions de carbone et de la neutralité carbone dans son plan global de développement écologique et socioéconomique et a lancé et mis en œuvre une initiative concrète visant à faire en sorte que la population bénéficie de la transition écologique. Dans le cadre du processus actuel de transition climatique à l'échelle mondiale, de nombreuses craintes des pays en développement n'ont pas été dûment prises en compte ou n'ont pas reçu une réponse appropriée. Les pays développés doivent prendre l'initiative de limiter sensiblement les émissions et de réduire à zéro leurs émissions nettes sans délai, en accroissant le rythme et l'intensité des principales mesures à prendre et en augmentant rapidement l'ampleur de l'appui apporté aux pays en développement sous la forme de ressources financières, de technologies et d'un renforcement des capacités. La délégation chinoise salue les appels en la matière lancés dans le projet de résolution, mais note avec regret que, dans le texte final, le Conseil n'exhorte pas les pays développés à respecter leurs engagements en matière de financement de la lutte contre les changements climatiques. Elle a participé activement aux discussions sur les changements climatiques menées au sein du Conseil, tout en soulignant que les Conférences des Nations Unies sur les changements climatiques restaient les principales instances dans le cadre desquelles se tenaient les discussions multilatérales sur le climat. Les principes établis de l'équité, des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, ainsi que le mécanisme des contributions déterminées au niveau national, sont les pierres angulaires de la gouvernance climatique mondiale. La délégation chinoise soutient l'adoption du projet de résolution par consensus.

107. **M<sup>me</sup> Osman** (Malaisie) dit que sa délégation souscrit pleinement au projet de résolution et au fait de mettre l'accent sur les transitions justes, les effets des changements climatiques sur les droits de l'homme, le développement durable, l'élimination de la pauvreté et la création d'emplois décents. La Malaisie demande aux États d'intensifier leur collaboration en vue de créer un système économique international propre à engendrer une croissance économique et un développement durables. Cette coopération permettra aux pays d'être mieux armés pour relever les défis posés par les changements climatiques. Les principes de l'équité, des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives sont indissociables de tout débat sur les changements climatiques, y compris au sein du Conseil. La délégation malaisienne est préoccupée par les tentatives menées au sein du Conseil visant à saper ces principes et espère que celui-ci continuera de respecter ces principes dans ses prochains débats sur les changements climatiques.

*Déclarations explicatives de position ayant précédé la décision*

108. **M<sup>me</sup> Benda** (États-Unis d'Amérique) dit que les changements climatiques font peser tout un éventail de menaces directes et indirectes sur l'exercice effectif des droits de l'homme. Le Gouvernement américain est déterminé à prendre des mesures sur son territoire et à l'étranger pour éviter les effets les plus catastrophiques de la crise climatique. Par

exemple, des mesures sont prises pour réduire les émissions de carbone de 50 à 52 % d'ici à 2030 et pour renforcer la résilience mondiale grâce à un plan d'action destiné à aider plus d'un demi-milliard de personnes dans les pays en développement à s'adapter aux effets des changements climatiques et à les gérer.

109. La délégation américaine est préoccupée de constater qu'une grande partie du projet de résolution est axée sur des questions traitées dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris et comporte de manière sélective des formulations qui ne sont pas alignées sur les décisions prises en lien avec ces instruments. Le Conseil devrait éviter d'utiliser ses résolutions comme substitut aux négociations menées dans d'autres instances. Aucun élément du projet de résolution ne modifie la façon dont il faut comprendre l'Accord de Paris, la Convention-cadre et les décisions prises en application de ces instruments.

110. Le projet de résolution contient une description inexacte du nouvel objectif chiffré collectif pour le financement de l'action climatique, que la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris devrait adopter dans le courant de l'année 2024. Une importance excessive est accordée aux transitions justes et des décisions prises par la Conférence sur cette question sont citées de façon inexacte. En outre, le lien entre l'Accord de Paris et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques est défini de façon erronée. Les termes relatifs à la Convention-cadre et à l'Accord de Paris employés dans le projet de résolution ne seraient pas considérés comme ayant un poids quelconque au sein du Conseil ou de toute autre instance. Les prochaines résolutions devraient mettre l'accent sur les effets des changements climatiques sur les droits de l'homme. Les États-Unis soutiennent fermement les mesures de lutte contre les changements climatiques qui tiennent compte des questions de genre, du handicap et de l'âge, et qui sont fondées sur les meilleures données scientifiques disponibles. Ils rappellent que, selon la définition universelle des droits de l'homme, ceux-ci sont attribués à des individus plutôt qu'à des groupes, et ils se disent préoccupés par l'emploi du terme « axé sur l'être humain » dans le projet de résolution.

111. **M. Honsei** (Japon) dit que la délégation japonaise partage les préoccupations exprimées par d'autres délégations concernant les graves menaces que la crise climatique fait peser sur les droits de l'homme. La délégation est toutefois préoccupée par plusieurs aspects du projet de résolution. Tout d'abord, les mesures prises actuellement pour lutter contre les changements climatiques reposent sur deux accords internationaux, à savoir la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'Accord de Paris. Les décisions prises au titre de ces instruments ont été adoptées par la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Il n'est pas opportun que le Conseil reprenne d'une façon qui pourrait être mal interprétée les formulations retenues dans le cadre de la Conférence des Parties. Le projet de résolution ne devrait pas être considéré comme ayant un effet sur les négociations menées et les obligations établies au titre de la Convention-cadre et de l'Accord de Paris.

112. Ensuite, le projet de résolution est lié aux droits de l'homme et aux changements climatiques et ne devrait pas mettre l'accent de façon sélective sur les politiques de lutte contre les changements climatiques ou sur les négociations menées dans le cadre de la Conférence des Parties ou d'autres réunions pertinentes. Il contient plusieurs éléments qui ne sont pas directement liés aux droits de l'homme et qui ne relèvent pas de la compétence du Conseil. Il devrait mettre l'accent uniquement sur les aspects des droits de l'homme qui ne peuvent être dûment traités dans le cadre des enceintes spécialisées dans l'action climatique. En dépit de ces préoccupations, la délégation japonaise a décidé d'adhérer au consensus en faveur de l'adoption du projet de résolution.

113. **M. Guillermet Fernández** (Costa Rica) dit que le Costa Rica est bien conscient que la crise climatique a des effets sur tous les droits de l'homme. Toutefois, le projet de résolution devrait mettre plus clairement l'accent sur les droits de l'homme et sur les ambitions en matière de lutte contre les changements climatiques. Au cours des négociations, la délégation costaricienne a formulé plusieurs propositions visant à mettre le texte en conformité avec l'Accord de Paris. L'intervenant regrette de constater que ces propositions n'ont pas été retenues. Il est en outre regrettable que le projet de résolution ne fasse aucune référence au droit au travail ou aux contributions des défenseurs des droits de l'homme à la

justice climatique. La délégation costaricienne trouve en outre étrange que le projet de résolution fasse référence à la résolution 76/300 de l'Assemblée générale, mais ne fasse aucune mention des résolutions du Conseil sur le droit à un environnement propre, sain et durable. Il est aussi regrettable que le projet de résolution ne reconnaisse pas l'autonomie juridique de l'Accord de Paris et soit, à certains égards, incompatible avec le droit international conventionnel. La délégation costaricienne se dissocie par conséquent d'un éventuel consensus sur les septième, neuvième et douzième alinéas du préambule ainsi que sur les paragraphes 3 et 9. Selon elle, le principe des responsabilités communes mais différenciées n'est pas lié aux obligations des États en matière de droits de l'homme. C'est pourquoi elle souhaite se dissocier du consensus sur le onzième alinéa du préambule. Elle demande aux auteurs de veiller, dans les prochaines résolutions sur cette question, à tenir compte d'une approche fondée sur les droits de l'homme et de toutes les dispositions pertinentes du droit international.

114. *Le projet de résolution [A/HRC/56/L.14/Rev.1](#) est adopté.*

*La séance est levée à 18 h 5.*